ISSN 1662 – 4599

10 septembre 2012
12e année
N° 37

Horizons et débats
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

Horizons et débats

AZA
8044 Zürich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Frappe contre la Syrie – cible: la Russie

«Il n'y a qu'une chose qui puisse être pire que l'hostilité avec les Anglo-Saxons: c'est l'amitié avec eux» (Alexej Jedrichin-Wandam)

Interview d'Andrej Iljitsch Fursov

L'entretien ci-après avec le professeur Andrej Fursov, directeur du Centre d'études russes à l'Université des sciences humaines de Moscou et membre de l'Académie internationale des sciences (Munich) a été publié le 9 août 2012 dans KP.ru. Compte tenu de l'orientation des questions au départ, il embrasse un large spectre imprévu de sujets abordés. Partant de la situation actuelle en Syrie et du «Printemps arabe», l'historien russe tente des prévisions et des réflexions sur les développements à venir, allant du concret au global.

Dernière remarque liminaire: en russe, le terme de «régime» n'a pas forcément de connotation négative.

Pourquoi l'Occident est-il si pressé d'enfoncer les clous dans le cercueil du régime d'Assad?

Andrej Fursov: Ce pays de taille moyenne au Proche-Orient est tout à coup devenu le point le plus névralgique de la planète. L'ONU siège en permanence à son sujet. La Russie et la Chine y adoptent une attitude inflexible. Une flotte russe de bâtiments de guerre avec de l'infanterie de marine à bord a mis le cap sur la Méditerranée et fera aussi escale en Syrie. Les USA mettent 15 millions de dollars supplémentaires à disposition des «rebelles». Est-il possible que ça sente la grande guerre?

La guerre pour le gaz

En quoi la petite Syrie a-t-elle gâché la soupe au puissant Occident?

En tout, simplement. Procédons par ordre – allant du plus petit au plus grand, du régional au global. Dans les constellations proche-orientales et en général dans le conflit des Américains et des monarchies sunnites (Arabie saoudite et Qatar) contre l'Iran chiite, ce pays n'est pas seulement un allié de Téhéran, mais le membre d'une chaîne qui relie celui-ci avec les groupements chiites du monde arabe. Sans cet intermédiaire, l'influence de l'Iran dans le monde arabe serait passablement moins importante. Je ne veux même pas parler de l'oléoduc qui, provenant de l'Iran, traverse la Syrie. Sans solution de la question syrienne, les Anglo-Saxons, c'est-à-dire les Britanniques et les Américains, ne pourront pas prendre le risque de s'attaquer à l'Iran.

Le régime syrien est de fait le seul régime fort et laïc du monde arabe. Le fait qu'il soit fort dérange les Atlantistes dans leurs plans de transformation du Proche-Orient et du monde entier. Qu'il soit laïc et en même temps économiquement couronné de succès dérange les dirigeants de l'Arabie saoudite et du Qatar.

Bien des gens disent qu'il s'agit de la première guerre pour le gaz naturel.

On a détecté des gisements de gaz naturel dans le Sud de la Méditerranée – autant en mer que sur terre en Syrie (Kara). C'est difficile de connaître leur dimension, mais ils existent. Le Qatar exporte du gaz naturel liquéfié à l'aide d'une flotte de tankers. Si le régime d'*Assad* s'effondre, le Qatar aura la possibilité de transporter directement le «combustible bleu» via le territoire syrien sur la côte de la Méditerranée. Cela doublerait au moins son volume d'exportations et gênerait simultanément les exportations de l'Iran. Le renforcement du Qatar sur le marché du gaz naturel affaiblit la position de la Russie. Si les Américains réussissent simultanément à prendre le contrôle du gaz naturel algérien, cela ressemblera bien à un blocage des exportations de gaz naturel pour la Russie. Ce qui signifie que les intérêts économiques du Qatar sont identiques aux intérêts géopolitiques des Etats-Unis, et à leurs efforts d'affaiblir la Russie autant que possible, car la Russie ne doit pas de nouveau se renforcer.

Les Anglo-Saxons sont des joueurs de billard au niveau mondial. Ils agissent par «chaos orchestré»

Cela signifie au fond qu'en Syrie, les Yankees attaquent indirectement le Gazprom aimé des Russes?

Les Anglo-Saxons sont des joueurs de billard au niveau mondial, ils travaillent selon le principe de tirer simultanément plusieurs balles d'un coup (ce qu'on devrait apprendre d'eux). Le chaos orchestré se déroulant au grand Proche-Orient sépare la Chine des sources de pétrole et de gaz naturel dont elle a besoin, ce qui entraîne en même temps une rupture entre la partie chinoise de l'Eurasie et celle de l'Europe occidentale. *Le contrôle du pétrole et du gaz provenant du Proche-Orient signifie en première ligne le contrôle des Etats-Unis sur l'Europe, notamment sur l'Europe occidentale, ce qui serait favorable à un affaiblissement de la Russie et de ses positions. Et si un jour cela devait déplaire à l'Europe, on pourrait là aussi provoquer pour un oui pour un non quelques troubles arabo-africains – de telle manière que les citoyens rassasiés désireraient que ça prenne fin.*

Cette logique (bien que ce ne soit pas la seule chose) détermine la poussée vers l'Est des élites de l'Atlantique nord à travers le monde arabe: la Tunisie, l'Egypte, la Libye. Actuellement, ils sont arrivés en Syrie. Cependant, les Atlantistes se voient confrontés dans ce coin de terre syrienne à une autre puissance mondiale, qui peut se mesurer à eux du point de vue économique et même militaire, mais qui représente une civilisation totalement différente. C'est la Chine avec sa poussée vers l'Ouest. La poussée de la Chine est une espèce de croisade pour gagner des ressources. Le Pakistan se trouve déjà sous l'influence de la Chine. Les Chinois ont depuis longtemps des relations avec les talibans d'Afghanistan. L'Iran est aussi un allié, bien que très spécial. Le sud de l'Irak est déjà de facto contrôlé par les alliés chiites d'Iran. Du point de vue géostratégique et géoéconomique, la Chine parvient ici pas seulement jusqu'à la côte de l'océan Indien, mais, vu sous cet angle, jusqu'à l'Atlantique (à savoir jusqu'à la côte syrienne de la Méditerranée). *Pour le dire objectivement, en Syrie, les croisés occidentaux sont parvenus à la Grande Muraille de Chine.*

Pour la première fois, l'élite anglo-américano-juive, qui s'était formée au cours des derniers siècles et est devenue une conquête organisationnelle historique de l'Occident, a été confrontée ici à un adversaire mondial d'un genre non-occidental (car la direction de l'URSS était la transposition d'un projet de gauche de l'Occident, d'un jacobinisme de l'époque moderne). Par ailleurs, le segment européen de l'élite occidentale se trouve en face d'un segment chinois pas moins ancien et peut-être même plus ancien, d'où il reçoit aussi l'expérience historique. Orienté tout autant vers les valeurs matérielles, le commerce et l'argent. Mais ayant encore l'esprit très aventureux, car à l'évidence les Chinois ont leur propre système criminel mondial.

Le but de l'Occident: voir tomber la Chine, la séparer des sources d'approvisionnement en matières premières et l'étouffer technologiquement

La mafia chinoise est probablement encore un peu plus violente que l'italienne…

Oui, et ne parlons même pas des réserves d'or chinoises comme arme financière menaçante.

Pékin a très bien compris que la Syrie n'est qu'une étape de la poussée principale des Atlantistes du Nord – et le *but est de voir tomber la Chine, de la renvoyer à l'in-*

Suite page 2

Pussy Riots – made in Great Britain

Ce dont l'Empire a besoin …

ab./ef./ev. *Depuis plus d'une année, on est, en tant que femme, régulièrement informé par la «Herald Tribune» de la création et le développement du «Female Factor». Le dernier seuil décisif était qu'il fallait que les femmes tiennent aussi le coup dans le domaine des sciences face à leur concurrence masculine. Il semble que cela ait été réalisé entretemps. Une femme professeur de Silicon Valley et une fonctionnaire gouvernementale libérée par Obama pour se consacrer à cette tâche apprennent depuis plusieurs semaines aux jeunes femmes américaines: «You can have it all!» La carrière et le travail sont tout à fait compatibles avec la famille, cela ne pose aucun problème.*

Ainsi l'Empire réalise enfin, comme tâche historique de grande envergure, ce que nous pratiquons déjà depuis deux générations! Nous pouvons donc toutes – si nous le voulons – devenir des Christine Lagarde. La question est uniquement de savoir si le désordre dans l'économie mondiale actuelle ne devrait pas être arrangé par ceux qui l'ont causé.

Voici maintenant la nouvelle offre: Nous pouvons toutes devenir des «Pussy Riots». Great Britain makes it possible. Selon le spécialiste en stratégie Albert Stahel (cf. Horizons et débats n° 36, p. 5), ce pays réussi déjà à faire beaucoup de choses, mais rien de tout cela est «durable».

Alors, chers messieurs, si nous faisons prochainement concurrence au bruit de l'aspirateur et aux cris de notre enfant de deux ans en chantant de pleine voix, ou si, à notre lieu de travail, nous répondons aux questions de nos clients par un Pussy-Riot-Song et provoquons ainsi le déclin de l'économie capitaliste ou accédons à la Une des médias russes – sachez que nous réalisons petit à petit les possibilités d'un véritable mouvement de suffragettes!

Quelle est la meilleure position à prendre lors d'une grève sur le tas devant Downing Street pour ne pas se faire embarquer par la police? Comment pouvez-vous vous raidir votre corps afin que les gardes de sécurité aient le plus de difficultés possibles à vous déplacer? Quels sont vos droits si vous formez une chaîne humaine pour stopper la circulation?

La *Suffragette Summer School,* un camp d'entraiment féministe de deux jours, qui aura lieu en Angleterre à la mi-septembre, donnera des conseils stratégiques et instruira les participants dans l'art de la manifestation non-violente. Les documents de présentation de ce camp promettent d'aider les «futures Pussy Rioters» à améliorer leurs techniques médiatiques pour accéder à la Une des journaux.

Lassé par les méthodes conventionnelles de manifestation, les jeunes organisateurs espèrent inspirer une nouvelle génération de féministes avec le même dynamisme qui vit les suffragettes d'antan s'enchainer au barrières pour obtenir le droit de vote.

Kat Banyard, le promoteur de «UK Feminista», le groupe qui organise cette école d'été, explique: «Il y a des façons créatives par lesquelles des gens ordinaires peuvent placer des sujets féministes en tête d'affiche.» «L'action directe n'a pas besoin d'être illégale. Il est très important que les gens prennent conscience de leur droit légal à protester.»

Il semble qu'il y ait un réel intérêt pour ces cours: environ 500 personnes, dont des représentantes de petits groupes féministes du pays tout entier, sont attendues à l'ouverture de cette école d'été le 15 septembre, au campus de l'Université de Bristol. Mme Banyard espère que cet enthousiasme est le prélude d'un renouveau féministe en Grande-Bretagne.

Elle déclare: «Jusqu'à très récemment, les seules occasions où la presse mentionnait le féminisme était pour nous rappeler qu'il était toujours mort.» «Mais depuis il y a eu cet extraordinaire regain, personne ne peut nier que le féminisme est de retour.»

Elle a mis sur pied «UK Feminista» dans le but de favoriser la création d'énergiques groupes féministes de base, prêts à manifester à travers le pays pour une plus grande égalité entre les sexes.

Mme Banyard, 30 ans, auteure de «The Equality Illusion», un livre à succès qui décrit la distance qui reste à franchir pour obtenir cette égalité en Angleterre, estime que la centaine de petits groupes affiliés actuellement a triplé au cours des deux dernières années. Elle pense qu'à l'origine de la colère qui a conduit à cette croissance se trouve le fait que les femmes ont réalisé qu'elles souffrent beaucoup plus des problèmes économiques et de la politique d'austérité du gouvernement que les hommes.

Source: Amelia Gentleman, International Herald Tribune du 29/8/12
(Traduction Horizons et débats)

Diplomate: Les USA recourent à des sociétés militaires privées pour faire un travail sale dans les zones de conflits armés

Le recours à des «sociétés militaires privées» (SMP) dans les zones de conflits armés permet à Washington d'éviter la responsabilité pour violations du droit international humanitaire (DIH), a déclaré mardi *Konstantin Dolgov,* chargé des droits de l'Homme au ministère russe des Affaires étrangères.

«Les Etats-Unis recourent à des services de SMP pour faire notamment un travail sale dans les zones de conflits armés. Un tell outsourcing (externalisation) des fonctions d'Etat par des sociétés privées permet au gouvernement américain d'éviter la responsabilité pour violations des normes du droit international humanitaire», a indiqué le diplomate. Et d'ajouter que Moscou avait appris avec perplexité et préoccupation que le ministère américain de la Justice avait fermé l'enquête sur une tentative de corruption de la direction du ministère irakien de l'Intérieur par l'entreprise de sécurité *Blackwater,* appelée *Academi* depuis 2012. «Cette société a essayé d'obtenir une licence pour travail en Irak contre un pot-de-vin d'un million de dollars et de bloquer l'enquête sur l'assassinat par ses collaborateurs en 2007 à Bagdad de 17 civils, dont des enfants (encore 20 personnes ont alors été blessées)», a rappelé M. Dolgov. Faisant l'objet d'une enquête depuis cinq ans, Blackwater, qui avait fourni de »précieux services» au gouvernement des Etats-Unis, a conclu un accord avec la justice américaine pour éviter un procès.

Source: RIA Novosti du 28/8/12

«Frappe contre la Syrie – cible: …»
suite de la page 1

térieur de ses frontières nationales, de la séparer des sources d'approvisionnement en matières premières et de l'étouffer technologiquement. C'est ce qui explique la position si dure de la Chine à l'ONU en ce qui concerne la Syrie.

Qu'en est-il de la position de Moscou? Pourquoi est-elle si différente que dans le cas de la Libye?
Premièrement, nous avons à présent un autre président. Deuxièmement, je pense que l'affaire avec Kadhafi a appris pas mal de choses aux dirigeants russes. Troisièmement, la Russie entretient une base navale en Syrie. Quatrièmement, l'industrie d'armement russe a des intérêts importants en Syrie, et les intérêts économiques sont une chose sacrée pour les dirigeants russes. Cinquièmement, la Syrie est bien plus proche des frontières de la Russie et de l'espace postsoviétique que la Libye. Tout ceci détermine la position de Moscou, une position qui par son potentiel nucléaire et diplomatique renforce la position chinoise. Ni la Russie ni la Chine ne parviendraient à affronter seuls la communauté internationale.

Les Anglo-Saxons peuvent sûrement se ficher du veto de la Russie et de la Chine, de l'ONU et du droit international en général, qu'ils ont de toute façon l'intention d'abroger. Mais jusqu'ici, ce ne sont que des intentions. Car comme Staline a dit une fois, *la logique des circonstances est toujours plus forte que la logique des intentions.* Ces circonstances sont la Russie et la Chine qui provoquent une furieuse rage chez les Atlantistes du Nord – il n'y qu'à écouter quelques fois Madame *Clinton* et observer sa mimique.

Les USA d'aujourd'hui dans la surtension des forces

En dépit des positions intransigeantes de Moscou et de Pékin, l'Occident ne se retire pas. Pourquoi donc?
Premièrement, cela ne fait pas partie des traditions des Anglo-Saxons de lâcher prise après avoir planté leurs crocs dans une proie comme un pitbull. Ils feront pression à fond jusqu'à ce qu'ils aient imposé leur projet ou jusqu'à ce que l'adversaire leur brise les reins. Deuxièmement, au cours des 25 à 30 dernières années, après avoir vaincu l'élite soviétique (il s'agit exactement de l'élite soviétique – elle a capitulé) ils sont simplement devenus arrogants. Ils se sont habitués à ce que la Russie abandonne tout et ils comptent sur le fait qu'ils peuvent faire pression sur l'élite russe, déjà rien que parce celle-ci a déposé son argent dans des banques occidentales. Troisièmement, et c'est la raison principale qui l'emporte sur toutes les autres: les mises sont beaucoup trop élevées, c'est le destin des élites de l'Atlantique nord elles-mêmes qui est en jeu, il ne s'agit pas du tout seulement de réserves d'hydrocarbures ou du Proche-Orient. L'Occident n'a pas d'autre possibilité que de foncer en avant. L'affaire se présente ainsi: en dépit de l'énorme potentiel matériel et d'information de cette machinerie gigantesque qui est dirigée par des géo-constructeurs et géo-ingénieurs supranationaux extrêmement expérimentés, les Etats-Unis font actuellement l'expérience d'une surtension des forces. «Nihil dat fortuna mancipio» – le destin n'accorde rien pour l'éternité! Le temps de l'Amérique est en train de passer. Afin de retarder la chute définitive ou même de l'éviter, l'Amérique a besoin de faire une pause pour souffler. Ce n'est pas un hasard si dans la nouvelle doctrine militaire qu'*Obama* a proclamée le 5 janvier 2012, il ne s'agit plus maintenant que les USA – comme jusqu'ici – soient armés pour mener deux guerres parallèles, mais plus que pour une, plus des actions indirectes dans plusieurs régions. Il faut par ailleurs tenir compte du fait que les Américains regroupent jusqu'à 60% de leur puissance militaire dans l'océan Pacifique, l'espace du Pacifique oriental, et qu'ils se préparent ainsi à des confrontations avec la Chine. Ce n'est pas un hasard si la revue *Foreign Affairs,* une publication du *Council on Foreign Relations* (CFO) – une des structures américaines les plus influentes en matière de relations internationales – ne cesse de publier depuis peu des articles qui disent ouvertement: les Etats-Unis ont besoin de faire une pause «pour se concentrer sur la reconstruction des bases de la prospérité nationale». Aujourd'hui, l'Amérique rappelle l'Empire romain du temps de l'empereur Trajan (début du IIe siècle de notre ère). A cette époque, Rome a passé des offensives stratégiques à la défense stratégique; Rome a commencé à bâtir le *limes* et à abandonner quelques régions conquises, avant tout au Proche Orient.

Un chaos orchestré: afin que la place ne soit pas reprise par des concurrents en cas de retrait

C'est une analogie directe. Les Etats-Unis ont l'intention de quitter l'Afghanistan, et ils se sont déjà retirés de l'Irak …
Les résultats du Sommet de l'OTAN de Chicago, les 20 et 21 mai 2012, en ont apporté la démonstration: ni les Etats-Unis ni l'OTAN ne quitteront réellement le Proche-Orient et l'Afghanistan. Ce n'est pas pour cela qu'ils s'y étaient rendus. Il est toutefois vrai qu'ils doivent en «sortir» *mais avant tout pour y installer un nouveau modèle de commandement. Et cela, tout simplement pour éviter que la place ne soit prise par les concurrents, c'est-à-dire par l'UE et surtout par la Chine. Voilà la vraie raison de ce nouveau modèle de domination de la région: un chaos orchestré. On ne peut imaginer de meilleur candidat pour installer ce modèle et le maintenir que les Islamistes, «les chiens de garde de la mondialisation à la mode américaine».*

On voit donc au Proche-Orient – notamment dans le pays-clé qu'est l'Egypte – que le «Printemps arabe» a porté au pouvoir les Islamistes. En réalité, on leur a aplani le chemin. Mais, les Anglo-Saxons ont buté sur deux pays dans leur marche en avant, dans lesquels les Islamistes étaient faibles ou inactifs. Il s'agit de la Libye et de la Syrie. La Libye a déjà été écrasée par l'atroce attaque de l'OTAN, la Syrie est actuellement assiégée. L'armée syrienne se bat contre le terrorisme international, qui est, comme il se doit, dirigé par les manipulateurs des dirigeants anglo-américains.

Le vrai visage des «amis de la Syrie»

Permettez, Andrej Iljitsch! Les médias occidentaux prétendent que le peuple s'est révolté contre le régime d'Assad. Les insurgés sont des Syriens qui ont déserté l'armée.
En sont responsables les médias occidentaux, ou autrement dit: les moyens de propagande de masse, d'agitation et de désinformation. Leur tâche est purement militaire, soit de mener une campagne de désinformation et de guerre psychologique. Les «rebelles syriens» sont dotés d'armes de précision, de canons antichars, d'appareils de détection à infrarouge, d'excellents fusils pour tireurs d'élite, et de bien des autres armes, de production turque pour l'essentiel. N'est-ce pas un peu beaucoup pour des déserteurs et des réfugiés? L'essentiel est, toutefois, l'organisation de ces combats. Depuis juin, la situation en Syrie a complètement changé. Assad se heurte à une culture d'état-major hautement qualifiée, de ceux qui planifient les diversions militaires dont seraient bien incapables les déserteurs, même au rang de capitaine ou de major. Les «insurgés» ont passé de la tactique d'usure et de harassement de l'armée syrienne à celle d'attaques massives, soutenues par des contingents comportant 25 000 à 30 000 hommes. Ces hommes armés viennent de Libye, de Tunisie, d'Afghanistan et d'autres pays islamiques. De les envoyer en Syrie permet aux Occidentaux et aux monarchies sunnites de résoudre un problème crucial. Car ces énergies meurtrières doivent être occupées quelque part. Il ne faut pas s'attendre à ce qu'elles se mettent à travailler sérieusement, et un chien enragé peut aussi mordre son maître.

Le terrorisme international, contre lequel les Etats-Unis prétendent lutter, est en réalité leur arme, créée par eux-mêmes

Une partie des clans criminels syriens combattent avec les mercenaires professionnels et les terroristes internationaux contre les troupes gouvernementales; ils assassinent leurs propres voisins et accusent le régime Assad d'avoir commis ces horreurs. La situation en Syrie a mis au jour une réalité: *Le terrorisme international, contre lequel les Etats-Unis prétendent lutter, est en réalité leur arme, créée par eux-mêmes.* En Libye, c'est *Al-Qaïda* qui a accompli la tâche ordonnée par les Atlantistes. En Syrie, on a introduit les hommes d'armes de l'Islamiste *Abd al-Hakim Balhadsch*, qui fut commandant des «insurgés» libyens. Il est le militaire le plus influent de Tripoli et lié à Al-Qaïda depuis longtemps. *Cette organisation est un instrument parfaitement adapté pour les services secrets américains et britanniques.* En cas de besoin, on peut les utiliser pour faire exploser ses propres Twin-Towers, puis rendre responsable l'organisation de *Ben Laden*. Et, si le besoin s'en fait sentir, on peut s'allier à cette organisation pour se lancer contre *Kadhafi* ou contre Assad. Al-Qaïda peut reprendre du service; comme le déclara en son temps notre patriarche *Avvakoum* «hier encore fils de pute, aujourd'hui déjà un prêtre».

Il doivent cesser de nous raconter des stupidités: les Syriens ne se battent pas contre les Syriens, mais contre l'élite anglo-saxonne qui mène sa guerre au travers des terroristes internationaux. Leur façon d'agir ressemble fort à celle des escadrons de la mort de *John Negroponte* au Guatemala. Les «amis de la Syrie» (qui furent auparavant les «amis de la Yougoslavie, de l'Irak, de la Libye») voudraient, de leur point de vue, aussi devenir les «amis de la Russie», alors qu'ils sont le principal pouvoir terroriste international. J'espère bien qu'ils se retrouveront un jour, avec leurs complices (y compris ceux de La Haye), à «leur Nuremberg». Nombreux sont ceux, à l'ouest aussi, qui comparent l'invasion de l'Irak par *Bush jr.* à celle de la Pologne, des Pays-Bas et de la France par *Hitler.* La question qui se pose est de savoir si la Syrie sera la dernière ligne avant une nouvelle guerre, non seulement mondiale, mais globale? La criminalisation de la politique par les dirigeants occidentaux y conduira finalement, tôt ou tard.

Les Etats-Unis ont de fait justifié les derniers actes terroristes à Damas qui ont coûté la vie à plusieurs membres du gouvernement syrien.
Oui, parmi les victimes se trouvent le ministre de la Défense *Daud Radschha*, le chef des services secrets militaires *Assef Schawkat* et le chef du comité anticrise *Hassan Turkmani*. Des personnes très proches d'Assad, ses soutiens. Il fallait s'attendre à une pareille action, et je ne pense pas qu'elle a été possible sans l'aide de services secrets occidentaux. Mais Bachar el-Assad tient bon, on n'a pas pu le briser au cours

Suite page 3

Moscou réclame une enquête internationale sur les attentats terroristes en Syrie

Similarités avec la procédure en Yougoslavie: des activités qui doivent produire des différends éthiques et confessionnels

Moscou réclame une enquête sur les récents attentats terroristes en Syrie et propose de la confier à des représentants de l'ONU et de la Ligue arabe, indique un communiqué du ministère russe des Affaires étrangères publié mercredi.

«Un de ces jours, on a découvert les faits d'une exécution sanglante de citoyens syriens pacifiques dans la ville de Daraya près de Damas où, après sa libération par les troupes gouvernementales, on a découvert les corps de plus de 200 personnes, y compris des femmes et des enfants», lit-on dans le communiqué.

«C'est un nouveau crime d'un caractère provocateur, analogue à ceux qui ont eu lieu plus tôt et qui avaient provoqué une forte résonance internationale», constate la diplomatie russe.

Le document rappelle en outre que l'explosion d'une voiture piégée commise le 28 août dans le quartier de Jaramana (banlieue sud-est de Damas) a tué 12 personnes qui assistaient à des funérailles et en a blessé des dizaines d'autres.

«A Moscou, on juge sévèrement ces actes barbares de violence. Nous présentons nos condoléances aux parents et proches des personnes succombées.» indique le communiqué.

Moscou ne doute pas que «certaines forces intéressées font tout pour augmenter les tensions en Syrie et pour empêcher toutes solutions politiques». Dans ce contexte, on perçoit avec une inquiétude particulière les actions orientées à agraver les confrontations interconfessionnelles.

Le ministère des Affaires étrangères mentionne dans ce contexte l'assassinat d'une importante personnalité cléricale islamique, l'imam *Hassan Barnaui* et le blocage par les combattants de la ville Rabla, près de la frontière libanaise, habitée par des chrétiens. «Face aux appels des représentants de l'opposition à conjurer la menace d'une catastrophe humanitaire en Syrie, ces actes sont blasphématoires», souligne le communiqué.

La communauté internationale «ne peut pas rester indifférente face aux efforts entrepris par les éléments extremistes et terroristes pour continuer à déstabiliser la Syrie, surtout par des actions répressives contre les minorités ethniques et confessionnelles, en particulier les chrétiens. Nous nous engageons pour un arrêt immédiat des combats par toutes les parties sans exception et le traitement du conflit au niveau politique sur la base existante d'un consensus pour le réglement de la situation syrienne – selon le plan de *Kofi Annan* et des Conventions de Genève. Il n'y a pas d'alternatives à cela», souligne le ministère des Affaires étrangères.

Source: RIA Novosti du 29/8/12
(Traduction Horizons et débats)

«Frappe contre la Syrie – cible: …»
suite de la page 2

des 15 derniers mois, c'est pourquoi on vise maintenant à l'éliminer physiquement, lui et ses proches. On espère qu'une fois disparu, son régime s'effondrera. Y arrivera-t-on? C'est une autre question. Mais dans ce contexte, il y a autre chose qui est important: l'élite occidentale s'est, après l'assassinat de Kadhafi, engagée ouvertement et sans scrupule sur la voie de l'assassinat de ces dirigeants, qui s'opposent à leurs projets, c'est-à-dire: sur la voie du terrorisme. Alors qu'avec *Milosevic* et *Saddam Hussein* on s'était donné la peine d'ouvrir un procès bidon, on a assassiné Kadhafi d'après des méthodes «concrètes» de grand banditisme et on n'a pas même caché sa satisfaction. Qu'on se souvienne de la scène présentant les dirigeants américains réunis à la Maison-Blanche devant le téléviseur pour assister à la mise à mort de «Ben Laden». Quand on tombe pareillement dans l'abrutissement et dans la dégénérescence morale on se retrouve au niveau de la populace moyenâgeuse qui trouvait plaisir à assister aux exécutions. Les dirigeants occidentaux se comportent comme une organisation mondiale de criminels et ne s'en cache même pas. Selon le principe: «Tu es déclaré coupable uniquement parce que j'ai faim!»

Ainsi, l'ancien président français pro-américain, *Sarkozy,* avait directement menacé les chrétiens syriens (environ 10% de la population syrienne) que, s'ils continuaient à soutenir Assad, ils pourraient se trouver victimes d'attentats. Et c'est bien ce qui se passe actuellement. Mais on ne se contente pas d'assassiner des chrétiens, mais aussi des Druzes, des Alaouites, des membres du parti Baath au pouvoir depuis 1963. Mais les grands massacres commenceront, dans la mesure où l'Occident réussira à faire tomber le régime d'Assad. Ce qui ne sera possible que par une intervention militaire venant de l'extérieur.

Combinaison d'une tactique de désorganisation et d'attaques massives

Pensez-vous que l'Occident ira aussi loin?
Il vaut mieux poser cette question à cette organisation criminelle qui a ses «actions» à Washington, New York, Londres et Bruxelles. Nous ne pouvons qu'imaginer des variantes. La seule puissance militaire sur laquelle s'appuie l'OTAN est la Turquie, laquelle rêve de voir la Syrie divisée en quatre ou six parties, d'obtenir le contrôle de la moitié, ce qui commencerait à lui donner l'image de ce que nous avons connu comme l'Empire ottoman. Toutefois, une telle guerre serait un vrai risque pour la Turquie, du fait des positions de la Russie, de la Chine et de l'Iran, sans compter la question kurde, cela même avec l'aide de la technique militaire de l'OTAN. Et la Syrie elle-même n'est pas dénuée de force. On peut donc plutôt s'imaginer que la guerre actuelle continuera de la même manière, l'Occident s'efforçant d'écraser la Syrie au moyen des mercenaires, *en combinant la tactique de désorganisation et d'attaques massives, tout en cherchant à liquider physiquement Assad.* Les Etats-Unis et la Grande Bretagne ont déjà trop investi pour la destruction du régime syrien et ne reculeront que si le prix d'une victoire est trop élevé.

Ont-ils vraiment autant investi?
Oui. Tant en ce qui concerne la finance que l'organisation. Déjà en 2006, on a mis en place le programme «Démocratie en Syrie», avec un financement prévu de 5 millions de dollars. En 2009, le «Conseil pour la démocratie», qui répartissait cet argent entre les acteurs qui voulaient «démocratiser» de l'intérieur les pays qui devaient être affaiblis par les Etats-Unis, reçut du Département d'Etat la somme de 6,3 millions de dollars pour le programme, lié à la Syrie, intitulé «Initiative pour le renforcement de la société civile» (il faut croire que les Anglo-Saxons s'imaginent qu'on met en place une société civile en faisant assassiner des femmes et des enfants par des mercenaires).

Le «Syrian Business Forum» administre actuellement un budget d'au moins 300 millions de dollars. La moitié de ce montant sert à financer l'«Armée syrienne libre». L'Arabie saoudite et le Qatar, qui ont signé un accord secret à ce sujet, jouent un rôle important dans le financement des forces anti-Assad. Les positions des Saoudiens et du Premier ministre du Qatar, *cheikh Hamad ben Dschassem Al Thani*, démontrent parfaitement la collusion entre l'Occident et les Salafistes. C'est au Qatar que furent tournés des films sur de prétendus combats à Tripoli et à Damas, alors que ces combats n'avaient pas encore commencé. L'émir finança l'assaut de Tripoli et y envoya une troupe arabe de 6000 hommes qui portaient l'uniforme militaire du Qatar. D'ailleurs, c'était aussi *Ben Dschassem* qui ordonna l'attaque contre le diplomate russe *Titorenko* au Qatar.

La bataille pour l'Eurasie

Certains politiciens occidentaux pensent que la Russie accueillera Assad et sa famille. Partant de l'idée que le peuple syrien en sera reconnaissant à la Russie. Quelles peuvent être les répercussions pour la Russie de la chute du régime Assad?
La Syrie est notre seul allié dans le monde arabe. S'il chute, nous perdrions nos dernières positions dans la région. Mais il ne s'agit pas seulement du monde arabe. La Russie peut facilement disparaître de la carte. Après la Syrie et l'Iran (car il est plus que probable qu'après la Syrie, les Atlantistes envahiront l'Iran – les analystes émettent déjà le nom de cette opération militaire «La grande tempête», qui devrait commencer par une attaque américano-israélienne contre le Hizbollah) ce sera probablement notre tour. On peut donc affirmer qu'on vainc la Syrie (et l'Iran), mais ce qu'on vise finalement c'est la Russie. Les préparatifs sont déjà en route dans toutes les directions: la situation au Proche-Orient, le «bouclier anti-missiles», l'élargissement de l'OTAN vers l'Est, etc.

Les affaires concernant le bouclier anti-missiles et l'extension vers l'Est de l'OTAN sont claires. Mais quels sont les liens entre la Syrie et l'Iran et notre sécurité?
Ils sont très proches de nos frontières et de nos zones d'influence – la Transcaucasie et l'Asie centrale. Si les régimes actuels de Damas et de Téhéran tombent, alors la zone du «chaos orchestré» par les Atlantistes s'étendra de la Mauritanie et du Maghreb, jusqu'en Kirghizie et au Cachemire. L'arc d'instabilité s'enfoncera comme un coin dans l'Eurasie centrale, d'où les Atlantistes menacent déjà directement la Russie et la Chine. Mais avant tout la Russie.

Tout cela pour la folie du pouvoir – au lieu d'acheter les matières premières

Pourquoi avant tout la Russie?
La crise du système mondial attendue augmente l'importance du contrôle des ressources de manière incommensurable. L'importance est encore potentialisée en prenant en compte les conditions de la catastrophe géo-climatique et géophysique pronostiquée. Je ne parle pas ici du «réchauffement global» mythique. Mais du recul prosaïque du courant du Golfe, du changement de la chaîne alimentaire dans les océans mondiaux (cela arrive une fois tous les 11 millénaires et demi à douze millénaires et demi) – ce sont là des bouleversements d'une dimension planétaire qui ont commencé environ au début du XXe siècle et se termineront environ dans le premier tiers du XXIIe siècle. Dans de telles conditions de crise et après une telle crise, la seule région stable avec suffisamment de ressources dans le monde est l'Eurasie du Nord, donc principalement le territoire géographique de la Russie. C'est pourquoi notre territoire devient l'une des plus importantes proies géo-historique du XXIe siècle et des siècles suivants. Les russophobes célèbres *Brzezinski*, *Albright* et d'autres Occidentaux ont déclaré à plusieurs reprises, qu'il était injuste que la Russie dispose d'un tel territoire et de telles ressources. Cela devrait appartenir à la communauté mondiale – c'est-à-dire aux élites atlantistes, qui sont organisées en loges, clubs, commissions, ordres et autres structures exceptionnelles.

Toutefois, pour cela, il est nécessaire d'obtenir le contrôle sur l'Eurasie du Nord, et le territoire pour déployer ses troupes est – l'Asie centrale. Les Américains sont déjà sur place. Bien qu'ils contrôlent déjà le Proche-Orient, ils sont néanmoins encore séparés de l'Asie centrale par la Syrie et l'Iran. Ici, la mèche qu'on a allumée en Afrique du Nord, reste jusqu'à présent interrompue et s'est éteinte. Sans la destruction de ces deux pays, les Atlantistes ne peuvent pas entamer leur combat pour l'Eurasie du Nord. Ils considèrent la Russie comme source de matières premières, la Chine comme source de main-d'œuvre, c'est-à-dire comme quelque chose de secondaire. Et si cette entité secondaire contrarie leurs plans, cela les rend fou. La solution pour la question russe et chinoise est abordée par l'Occident justement avec l'aide de l'Islam, des Arabes. Peu importe si cela se passe sous la forme d'un chaos orchestré, d'une nouvelle conquête arabe ou d'une guerre entre le Califat et les incroyants.

Fidèles à leur tradition, les Anglo-Saxons s'efforceront de monter de grands Etats et des peuples les uns contre les autres, de les affaiblir, voire de les exterminer (deux fois au cours du XXe siècle, la Russie et l 'Allemagne ont été montés l'une contre l'autre), toutefois, ils s'efforceront aussi d'éliminer l'Islam. Cela se fait par sa radicalisation maximale avec le wahhabisme, le sevrage de sa force économique interne et démographique au cours des guerres eurasiennes, après quoi le monde islamique sera transformé plus tard en une sorte de Ghetto d'une nouvelle tradition, qui ne possèdera pas de propres ressources et technologies. Ceux qui ont joué dans leur enfance à «Donjons et Dragons» [un des tous premiers jeux de rôle médiéval-fantastique créé aux Etats-Unis dans les années 1970, ndt.], se souviennent probablement d'une variante d'un «Monde du soleil noir». Les mondialistes tenteront de briser le monde islamique en une quantité de petites unités, avec lesquelles des entreprises militaires privées ou des mercenaires de multinationales arriveront facilement à extraire de ceux-ci les restes de ressources pour ensuite s'en débarrasser sur la décharge de l'histoire. L'Occident n'exercera son contrôle que ponctuellement dans des endroits avec grande concentration de ressources (par exemple, aujourd'hui déjà, le contrôle de la côte méditerranéenne de la Libye longue de presque 1800 km); le reste, on le met à libre disposition de tribus, de clans et de syndicats criminels, parmi lesquels chacun contrôlera son petit morceau. Des parties de l'Arabie saoudite, du Pakistan (séparé du Béloutchistan), de l'Iran pourront aussi devenir de tels «morceaux» – une véritable mosaïque islamique. En même temps, l'Occident a besoin de surveillants dans la région et ce rôle peut aller au Grand Kurdistan. Un seul Etat, à qui il sera permis d'être grand.

Pourquoi?
Sur le territoire du Grand Kurdistan, si celui-ci est créé un jour, se situeront les sources de tous les grands fleuves de la région. Cela veut dire que l'époque prochaine, pauvre en eau, et suite à cela, époque de guerres pour l'eau en tant que ressource, les plus importants leviers de l'influence dans la région – comme au temps de l'Empire assyrien – seront dans les mains du peuple séculaire des Kurdes. *Le Kurdistan pourrait devenir le chien de garde le plus important de la région et remplacer Israël dans ce rôle.*

Pourriez-vous être plus explicite concernant Israël?
Les perspectives d'Israël sont, dans un Proche-Orient changeant, assez diffuses. Très probablement, l'Occident démontera Israël, parce que Israël ne sera plus nécessaire, comme l'a prédit *Arnold J. Toynbee* encore en 1957. Certes seulement après l'évacuation du «tiers supérieur» de la population. La variante de la création d'un Grand Kurdistan et du démantèlement d'Israël n'est pas certaine à 100%, mais très probable. C'est sûr que ce n'est pas l'affaire des prochaines années.

Ne pas faire confiance aux vipères

Que doit donc entreprendre la Russie dans la situation dramatique, qui se développe autour de la Syrie?
Ce que fait la Russie actuellement – c'est-à-dire soutenir la Syrie jusqu'à l'extrême, ne pas permettre qu'on l'écrase. Nous avons déjà envoyé des unités de marine de guerre, pas de grands contingents, mais mieux que rien. Si l'on doit conduire une guerre, alors on ne doit pas le faire par la quantité, mais par la qualité. De plus, le 7 juin, il y a eu des tests sur deux missiles balistiques intercontinentaux: un «Topol» (nous l'avons confirmé) et un «Bulawa» (nous ne l'avons pas confirmé, mais les Américains insistent du moins sur le fait qu'il y a eu un tel lancement). C'est un certain signe. Car la Russie est malgré toutes les réformes encore une puissance nucléaire et c'est nous, pas trop les Chinois, qui sommes considérés comme le principal adversaire par les Américains, et ils continuent et continueront à nous considérer comme tel. Nos diplomates font leur travail. La manière dont *Vitali Tschurkin* a parlé avec l'ambassadeur du Qatar m'a plu, je constate avec un certain plaisir l'impuissance dans la méchanceté de Madame Clinton et de quelques personnes officielles de rang inférieur du Département d'Etat, impuissance démontrée à l'égard de nos dirigeants. Il faut saluer le fait que la défense aérienne syrienne a déjà obtenu 18 unités de nos systèmes de missiles «Buk-M2» et 36 unités de nos systèmes de missiles antiaériens du type «Pantsir S-1»; bientôt, il y aura encore des livraisons de systèmes S-300 et d'hélicoptères Mi-25.

Suite page 4

«Novye Izvestia»: Israël estime que la guerre contre l'Iran coûtera 40 milliards de dollars

Les entreprises transnationales veulent quitter Israël

La société israélienne *Business Data Israël* (BDI) a calculé les pertes pour le Trésor public, si le gouvernement se décidait à lancer une attaque contre les installations nucléaires iraniennes, à écrit le quotidien «Novye Izvestia» mardi dernier. Selon ces informations, une attaque contre l'Iran, avec des armes autorisées au niveau international, coûterait plus de 40 milliards de dollars. L'opération militaire, dont l'inévitabilité est de plus en plus écrite dans la presse, va être la plus coûteuse de l'armée israélienne depuis 20 ans. «Les dommages directs, causés à l'infrastructure du pays et à la propriété des citoyens israéliens dans le cas d'une guerre avec l'Iran, s'élève à 47 milliards de shekels (1 euro = cinq shekels), selon BDI. Ces dommages seront six fois plus importants que ceux qui avaient été causés par la guerre du Liban en 2006», constate le journal. «En outre, il faut noter qu'une attaque contre l'Iran provoquera inévitablement une guerre contre l'organisation chiite pro-iranienne *Hezbollah,* qui contrôle le Sud du Liban. On ne peut pas non plus exclure des combats dans la bande de Gaza, où le pouvoir appartient aux radicaux sunnites du groupe *Hamas.* Les relations avec Téhéran se sont en effet détériorées en raison des désaccords sur la question de la Syrie, mais il n'est pas difficile d'imaginer de quel côté les combattants du Hamas se mettront dans le cas d'une guerre israélo-iranienne.»

«Déjà tout le tapage médiatique à propos de la guerre imminente avec l'Iran nuit à l'économie israélienne. Les entreprises transnationales ont vraiment eu peur et sont en tout cas en train de déplacer leur capacité de production en dehors d'Israël», écrit le journal. «Pendant ce temps, le nombre d'employés licenciés a atteint, au mois de juillet, le record de ces trois dernières années. Un tiers des personnes renvoyées sont des jeunes âgés de 25 à 34 ans. Comme le souligne le premier secrétaire du bureau du Premier ministre israélien, *Ariel Locker,* Israël n'est pas la Grèce, et pas l'Espagne non plus. Dans le cas de sérieuses difficultés économiques, il va devoir y faire face seul.»

Source: Ria Novosti, 28/8/12
(Traduction Horizons et débats)

«Frappe contre la Syrie – cible: …»
suite de la page 3

Je compte beaucoup sur l'impulsion de survie des dirigeants russes et sur le fait qu'on ait tiré les vraies conséquences des destins tragiques de Milosevic, Saddam Hussein et Kadhafi. Ceux-ci ont fait d'abord confiance à l'Occident et l'ont payé de leur vie. Hamlet de *Shakespeare* dit à propos de «Rosencrantz et Guildenstern», «… les deux, auxquels je fais confiance comme aux vipères.» On ne doit pas faire confiance aux vipères – elles mordent mortellement, dans le sens littéral du mot. Ou elles tentent de mordre et utilisent pour cela des problèmes internes; la Russie en a à revendre. Est-ce donc un hasard que les attroupements des «Boucles blanches» fin 2011/début 2012 coïncident avec la déclaration des dirigeants russes relative à l'affaire syrienne, de poursuivre une position dure? Certainement pas. Ici, surgit de pleine force le problème de la «cinquième colonne» qui s'est formée chez nous au cours du dernier quart de siècle. Nous vivons dans une époque de guerre, qui a commencé avec l'attaque de l'OTAN contre la Yougoslavie et qui maintenant donne des coups de pieds à la porte de la Syrie avec les mêmes bottes de l'OTAN. Dans des temps pareils, il faut agir selon les directives des temps de guerre. Jamais personne n'a réussi à vaincre un adversaire extérieur ou à s'y opposer sans en même temps ou auparavant avoir mis sous contrôle la «cinquième colonne»; bien entendu avec des moyens légaux, uniquement légaux. Finalement, une alliance politique et militaire internationale est nécessaire, qui est capable de maîtriser l'agresseur et de créer de la sécurité ou du moins une pause pour respirer de huit à dix ans. Pendant ce temps, la Russie peut arriver à remonter la pente et à se préparer pour la grande guerre du XXIe siècle – à la dernière grande chasse de l'époque du capitalisme, qui malheureusement est presque inévitable. A s'y préparer et à la surmonter.

Pour l'instant, il s'agit de tenir l'adversaire potentiel à l'écart et de soutenir les faibles, pour qu'ils repoussent cet adversaire qui vient de loin – ce n'est pas seulement stratégiquement, mais aussi moralement juste.

Enseignements et pronostics

Quelles sont les leçons à tirer de la Libye et de la Syrie pour la Russie?

Tout d'abord: n'aie jamais confiance, en aucun cas, en les dirigeants occidentaux. Ils nous considérerons toujours comme leur adversaire principal et au moment de notre faiblesse maximale, qu'ils essaient eux-mêmes de produire, ils frapperont de toute leur force et tenteront de régler la «question russe». Un jour, *Leonid Schebarschin* s'est exprimé ainsi: «L'Occident ne veut qu'une chose de la Russie: qu'elle disparaisse.» La manière dont on supprime les faibles, on l'a vu à l'exemple de la Lybie. La manière dont on se casse les dents sur les plus forts, on le voit à l'exemple de la Syrie.

Deuxièmement: Les variantes libyenne et syrienne de l'attaque de l'OTAN montrent, comment les évènements se développeront chez nous dans le cas d'actions militaires: la guerre est menée par des mercenaires, avant tout des Arabes, mais aussi par des entreprises militaires privées. Selon le modèle syrien, on tentera de déstabiliser le Caucase et la région de la Volga: on occupe une ville ou une partie de celle-ci, on perpètre des massacres, on en appelle à l'«opinion mondiale», qui exigera à des sanctions, des contrôles, des bases militaires, (nous en avons déjà une dans l'arrière pays, c'est-à-dire la base de renfort de l'OTAN à Uljanovsk).

Troisièmement: Malgré tout le rôle décisif du facteur extérieur, l'état de l'«objet», que vise ce facteur, joue dans la situation en Syrie un rôle extrêmement significatif: un système de gouvernement inefficient, la corruption etc., tout cela agrandit la cible. De ce point de vue, la Russie est aussi très vulnérable. Nous avons des dirigeants tout aussi inefficaces, de la corruption, une économie criminalisée, une étroite imbrication entre nos dirigeants économiques et l'économie mondiale, par conséquent aussi une couche de Compradores pro-occidentaux, en même temps une couche supérieure de niveau professionnel et moral très bas, la pré-domination des intérêts de certains clans avant l'intérêt du pays. Sans parler de la décadence de l'armée, de la crise intellectuelle et morale, ainsi que de l'«usure» du potentiel humain d'une partie importante de la population.

1) N'aie jamais confiance, en aucun cas, en les dirigeants occidentaux

2) La guerre est menée par des mercenaires, avant tout des Arabes, mais aussi par des entreprises militaires privées

3) Un système de gouvernement inefficient, la corruption etc., tout cela agrandit la cible

Il est certainement vrai qu'une menace extérieure peut souder et mobiliser la population, car il en a toujours été ainsi avec la Russie, que ce soit en 1612, 1812 ou 1941. L'adversaire ne le sait que trop bien. Dans ce sens, l'article de *Henry Kissinger* sur la situation de la Syrie paru récemment est très intéressant: Contrairement à ses habitudes de tout exprimer clairement, il existe là une quantité d'explications diffuses, y compris des allusions au Saint-Empire romain et à la manière dont il a finalement été détruit. Pourtant, si l'on suit uniquement la pure logique de ce texte et qu'on exprime exactement ce que l'un des plus grands «instigateurs» de ce monde a insinué, on obtient ceci: Le «vieil Henry» met en garde l'Occident d'exercer trop de pression sur la Syrie, car cela pourrait avoir comme conséquence une position intransigeante de la Russie qui la pousserait à une confrontation avec l'Occident. Et cela cache le risque de perdre tout ce qu'on a récolté au cours des vingt dernières années à la suite de l'affaiblissement de la Russie. Ces résultats sont plus importants que la Syrie.

Kissinger, le vieux chien, va réellement au fond des choses!

En effet, une confrontation avec l'Occident peut modifier fondamentalement la situation de la Russie et ceci dans toutes les couches sociales, mais avant tout dans la couche supérieure, qui non seulement comprendra mais aussi éprouvera à ses dépens que l'élite occidentale ne l'accueillera jamais dans son milieu, mais qu'au contraire tôt ou tard celle-ci la mangera. S'il en est ainsi, alors un changement de cours radical est nécessaire, au moins pour préserver les richesses, son statut et la vie. Les exemples de dirigeants arabes pro-occidentaux comme *Ben Ali* ou *Moubarak* montre donc la teneur en vérité de la thèse de l'excellent géopoliticien russe *Alexej Jedrichin-Wandam* qu'«il n'y a qu'une chose qui puisse être pire que l'hostilité avec les Anglo-Saxons: c'est l'amitié avec eux». L'Occident, en particulier les Anglo-Saxons, ne garantissent jamais rien à personne et encore moins à quelqu'un qui a trahi son pays et son peuple. Les anciens aimaient à dire: «Roma traditoribus non premia» (Rome ne paie pas les traîtres). A vrai dire, il les payaient bien, mais seulement jusqu'à un certain moment. Ensuite, on prend des chemins différents. Cela aussi, c'est une leçon à tirer du Proche-Orient par Moscou.

Quand pourra-t-on, à votre avis, s'attendre à des changements significatifs de la situation?

Suis-je donc un prophète? C'est difficile dans le monde actuel, qui se situe à la croisée des chemins, d'émettre quelques pronostics. Mais si l'on part de l'état de l'économie des Etats-Unis, dont la rémission (dans le sens médical) sera terminée selon certaines prévisions au printemps 2013, et si l'on pense qu'on ne peut probablement pas s'attendre à des actions de grande envergure avant les élections présidentielles américaines, alors on arrive à la période entre environ décembre 2012 et février 2013.

Ciel, vous nommez des dates véritablement mystiques: la fin du monde selon le calendrier des Mayas, la venue du meurtrier céleste Nibiru …

Ce n'est pas du mysticisme, mais de la manipulation de la conscience publique, dont le détachement des problèmes réels et l'effarement jusqu'à un état dans lequel l'être humain appelle lui-même: «Je suis pour un gouvernement mondial, lui seul peut me sauver de la catastrophe, du gigantesque astéroïde, des extraterrestres …!» Encore bien plus dangereux que les extraterrestres sont ces «boys», qui vivent au-delà du Bien et du Mal et emportent l'humanité avec la cruauté impitoyable des reptiles. Ce sont eux qui s'attaquent à la Syrie et ce sont eux qu'il faut stopper maintenant à la «frontière de la Syrie». Comme le disait Voltaire: «Ecraser les vipères»! •

Source: *Jewgenij Tschernych*, *KP.ru,* le 15/8/12
(Traduction *Horizons et débats*)

Suisse: Notre pays est en train de vivre, autour de sa place financière, des attaques d'une violence inouïe

«Et il y a, un peu plus urgent, le temps de la guerre»

par Pascal Décaillet, journaliste

La récente affaire fiscale avec la France, à propos des successions, a enfin réveillé les consciences dans notre pays. Il y a eu les rapides, comme *Philippe Nantermod,* qui ont immédiatement dit leur colère. Il y en eut d'un peu plus lents, et même certains, d'inspiration chrétienne, qui ont attendu de sentir le vent, mais enfin maintenant, une bonne partie de la classe politique suisse exige des explications. Comment *Eveline Widmer-Schlumpf* a-t-elle pu, à ce point, se laisser avoir? Que fait *Didier Burkhalter?* Existe-t-il, d'ailleurs, vit-il? Quelle est la stratégie d'ensemble du Conseil fédéral? Réponse: néant.

Notre pays est en train de vivre, autour de sa place financière, des attaques d'une violence inouïe. Les pays d'où proviennent ces salves, à commencer par les Etats-Unis, n'ont strictement aucune leçon à nous donner en termes de moralité financière. Ne parlons pas de la Grande-Bretagne. Encore moins de la France, dont la gestion des finances publiques, depuis des décennies, sous la droite comme sous la gauche, est catastrophique. Et qui ne cherche, par ses actions contre la Suisse, qu'à se renflouer. C'est cela, la vérité des choses, cela et rien d'autre.

Face à cette guerre – c'en est une, et sur plusieurs fronts – tout pays normalement constitué réagirait par la guerre. Préciser nos valeurs. Expliquer à la population que les banques suisses ne sont pas, à la base, une émanation du diable, qu'elles ont certes commis des erreurs, mais qu'elles demeurent d'immenses sources d'emplois et de richesse nationale. En guerre, il faut une stratégie, une cellule de crise, une vision claire, une volonté inébranlable de défendre les intérêts du pays. Franchement, vous sentez cette ivresse dionysiaque chez Mme Widmer-Schlumpf? Chez M. Burkhalter?

Le pire, ce sont les ennemis de l'intérieur. Les gentils moralisateurs. Ceux qui, en pleine guerre, alors qu'il faut monter au front et parer au plus pressé, nous dispensent la leçon sur la Suisse pourrie, la Suisse qui doit se mettre au diapason, la Suisse qui doit accepter toutes les exigences de nos chers voisins. Ces puristes de la morale abstraite, ces séraphins de la perfection, ont-ils seulement compris que nous étions en guerre? Que certains avaient décidé, là-bas, en invoquant le paravent de l'éthique, d'avoir notre peau? Ne voient-ils pas, ces braves gens, que l'Histoire humaine n'est rien d'autre qu'une succession de rapports de force? Quelle culture historique ont-ils? Qu'ont-ils lu?

Ceux qui, depuis plus de douze ans, me lisent dans ce journal, savent bien que je ne roule pas pour les forces de l'Argent. Et que je veux une primauté de l'Etat, et de l'intérêt public, sur les désordres de l'économie. Mais enfin, il y a le temps de la réforme, de la discussion. Et il y a, un peu plus urgent, le temps de la guerre. Nous sommes dans le second cas de figure. Si nous dormons, nous sommes morts.

Source: *Le Nouvelliste* du 17/8/12

Au sujet des CD fiscaux: Comment devenir plus intelligent?

gs. Notre fils de neuf ans rentre de l'école – une école moyenne suisse. «Les Allemands doivent enfin devenir plus intelligents et arrêter de nous insulter!», déclare le junior d'un ton particulièrement sûr. Etonnés, nous dressons l'oreille. «J'ai toujours dit qu'il ne fallait pas sous-estimer la nouvelle génération», murmure une des personnes à table. «Comment pourrions-nous atteindre ce but?», nous demande le chef de famille officiellement, puisque le junior nous ramène à la maison une déclaration fondamentale. «Pendant la récré, nous avons inventé une blague; et faites attention: nous l'avons inventée nous-mêmes!» L'affaire nous captive de plus en plus. «Voulez-vous l'entendre?» «Mais bien sûr.» «Alors, attention:

Un Allemand – un Allemand! (il le répète en l'accentuant) – va passer ses vacances en Afrique. Là. il va au marché du village. D'abord, il y a un étal avec quelques poules, puis avec quelques chèvres à vendre. Puis, il y a une table avec des graines, des haricots et d'autres choses semblables. Tout devant, il y a une coupe avec des petits graines: ce sont des pépins de pomme. ‹A quoi servent-ils?›, demande l'hôte allemand. ‹Ils sont tout frais›, dit l'Africain. ‹On en devient intelligent!› ‹Vraiment?›, cela intéresse l'Allemand. ‹Mais on doit les manger tout de suite. Quand ils sont desséchés, ils n'ont plus d'effet›, continue à expliquer l'Africain. ‹Et ils coûtent combien?›, demande l'hôte. ‹Deux euros la pièce.› ‹Alors, j'en prends trois.› Il prend les trois petits pépins, paie et les avale tout de suite. Ensuite, il continue à flâner. Sur une autre table, il voit de belles pommes fraîches, la pièce pour 1 euro 50. Il en achète quelques-unes.

Puis, il retourne à l'étal avec les pépins. ‹Monsieur, là-bas, il y a des pommes entières. J'aurais mieux fait d'y en acheter une dès le début›, explique-t-il au vendeur des pépins. ‹Vous voyez: maintenant les pépins font déjà leur effet›, explique l'Africain très sérieux.»

Un pays à la recherche de ses propres règles

Extraction légère de lithium – le lithium du Salar d'Uyuni en Bolivie

par Niels Peter Ammitzboell et Barbara Hug

La Bolivie possède une richesse de ressources naturelles qu'elle veut exploiter en toute conformité avec les principes écologiques. Le (lac salant) Salar d'Uyuni est devenu le point de mire depuis un certain temps, car il y a ici de vastes gisements de lithium, les plus grands du monde. La Bolivie, sous la présidence d'*Evo Morales,* est fermement décidée à ne pas laisser extraire et enlever cette richesse naturelle par des investisseurs étrangers.

Cette décision du gouvernement Morales a été prise en 2008: on a créé le projet étatique *Lithium – el Proyecto de Litio.*

Un département de l'*Université autonome Tomas Frias* à Potosí devrait être mis au point pour maîtriser, techniquement et professionnellement, l'exploitation du lithium, son extraction et son traitement au niveau technologique. Cette matière première – c'était le plan – devrait rester en possession nationale et la technique de production devrait demeurer dans le pays même. On voulait mettre le holà à une exploitation du vaste trésor de lithium par les multinationales dès le début, car des vautours multiples n'attendent que cette proie.

Contrairement à la situation au désert d'Atacama au Chili, en Argentine, aux Etats-Unis ou en Chine où le lithium est également extrait, il n'est pas possible de concevoir de grands bassins d'évaporation sur le lac salant d'Uyuni. Sur l'Altiplano, il pleut en moyen trois à quatre mois par an, une pluie qui est accompagnée d'immenses inondations qui persistent encore un à deux mois. L'accès dans cette région devient alors très difficile. Six mois par an, l'exploitation du lithium du lac salant d'Uyuni est pratiquement impossible. D'autres technologies que celles utilisées dans le désert d'Atacama, doivent être trouvées et réalisées.

Depuis de nombreuses décennies, il y avait déjà une collaboration fructueuse entre l'*Université autonome Tomas Frias* à Potosí (Bolivie) et l'*Université technique, Bergakademie Freiberg/*Sachs (Allemagne). L'exploitation minière au sens le plus large, était le sujet de recherche et de la formation commun. A l'instigation du professeur *Wolfgang Voigt,* une initiative concernant le lithium était lancée à la *Bergakademie Freiberg* il y a quelques années et il était évident que la coopération existante – l'échange d'étudiants, des conférences scientifiques, etc. – a été également approfondie pour l'exploitation et l'extraction de l'énorme gisement de lithium du Salar d'Uyuni. En collaboration avec l'Université technique de Freiberg/Sachs, des projets pilotes ont été développés depuis 2009, par exemple comment une technologie respectant l'environnement pourrait être mise en service au Salar d'Uyuni. Contrairement au plan de travail de *Comibol* (Corporation Minera de Bolivia), l'aspect écologique a été là le point central. Il est communément accepté qu'il faut tenir compte de nombreux facteurs si on veut utiliser des méthodes d'exploitation acceptables sur le plan écologique: par exemple, l'hydrogéologie, l'hydrochimie, la consommation d'énergie, le rendement, les coûts, la facilité d'utilisation de machines pour la main-d'œuvre non qualifiée au début.

Vu sous cet angle et d'autres angles écologiques, un projet pilote a été lancé au Salar d'Uyuni dont l'essentiel sera présenté brièvement ici.

En particulier, la méthode du cône d'évaporation ou du cône d'évaporation intensive est à mentionner.

Robert Sieland, hydrogéologue à l'Université technique de Freiberg, la décrit dans une interview avec le journal *Quetzal*.

Après qu'Evo Morales ait annoncé, en avril de cette année, la mise au point d'une loi règlant le partage équitable des gains du lithium entre le gouvernement central de la Bolivie et la province de Potosí, il n'y a plus d'obstacles à l'exploitation légère du lithium. La transformation de la matière première précieuse, par exemple en batteries dans le pays même, serait donc une autre étape. Si la volonté ferme existe de développer le projet de lithium en Bolivie – il semble y avoir aussi des conflits d'intérêts – le contrôle sur les ressources en lithium resterait en main de la population bolivienne, et celle-ci en profiterait. •

Interview de Robert Sieland, géo-écologue à l'Université technique «Bergakademie Freiberg», au sujet des gisements de lithium dans le Salar d'Uyuni en Bolivie

Quetzal: Comment le lithium est-il récupéré de la solution de sel?
Sieland: Le lithium se trouve dans la solution de sel, en concentration relativement haute, il est vrai, mais pour le traiter techniquement, la teneur en lithium est toujours extrêmement pauvre, au-dessous de 1%. Il fallait investir énormément d'énergie dans un processus préparatoire pour atteindre le lithium. Pour rendre ce processus de conditionnement relativement économique, il faut donc d'abord concentrer la solution de sel. Pour y arriver, on profite simplement des données naturelles, c'est-à-dire du soleil et du vent, pour évaporer l'eau et ainsi enrichir le lithium qui reste dissous dans l'eau jusqu'à la fin.

Un deuxième avantage en est que, par cette évaporation, on peut éliminer déjà certains sels non désirés, notamment le chlorure de sodium ou une partie des sels de magnésium. Le chlorure de potassium qu'on retient est un fertilisant bienvenu. Ces matières sortent en premier par rapport aux matières solides et peuvent ainsi être éliminées.

A ce que nous savons, il existe différentes méthodes pour concentrer le lithium. Où en est-on, en fait?
Aujourd'hui, la plus grande production de lithium dans le monde est située au désert d'Acatama au Chili (70%). Là, l'évaporation se fait par des bassins d'évaporation gigantesques. Ce qui veut dire que l'on y construit plusieurs bassins aux dimensions de plusieurs kilomètres carrés, on y pompe la solution salée et on la laisse évaporer par la radiation naturelle du soleil. Si l'on atteint ainsi une certaine concentration, on peut quasiment retirer la solution et la traiter dans le prochain pas du processus technique. Le gouvernement bolivien cherche également à se servir de tels bassins gigantesques au Salar d'Uyuni. Mais là, le problème de base est que les conditions climatiques y diffèrent de celles du désert d'Acatama au Chili. Là, c'est la région la plus sèche du monde entier avec moins de 10 litres de précipitations annuelles par mètre carré. Au Salar d'Uyuni, par contre, la saison pluviale dure de décembre à mars, et par année, l'on mesure des précipitations de 150 litres environ par mètre carré. C'est pourtant peu, si on le compare à l'Allemagne où les précipitations moyennes s'élèvent à 800 litres par mètre carré, mais cela suffit pour rendre impossible l'évaporation pendant la saison pluvieuse.

L'Université technique Bergakademie Freiberg a suivi une autre voie. Vous travaillez à ce que vous appelez le «Kegelprojekt» (le projet de *cônes). Un tel cône a l'air d'une casquette bolivienne «chulu» …*
Depuis 40 ans, l'Université technique Bergakademie Freiberg entretient des contacts très

Bolivie: Exploitation du lithium dans le Salar d'Uyuni avec des cônes de l'UT de Freiberg. (photo rédaction Quetzal, Ariane Schön)

étroits avec l'université de Potosì en Bolivie. Sur la base de ces liaisons de longue date, nos partenaires qui coopèrent avec nous nous ont invités à réaliser avec eux un projet qui met au centre ces gisements gigantesques de lithium au Salar d'Uyuni. En 2007 nous avons eu les premiers entretiens, ensuite on a signé un accord. Nous nous sommes mis d'accord qu'il faut accélérer l'évaporation, la rendre plus rapide que celle possible dans les grands bassins, et c'est précisément par là que nous sommes tombés sur ces constructions en forme de cône. Là, on pompe en haut la solution salée qui retombe ensuite sur la surface externe du cône. Ce qui veut dire que nous y ajoutons encore un mouvement qui rend plus efficace et plus rapide l'évaporation par le soleil et le vent.

Cette différence est-elle mesurable?
Avec les cônes, la solution salée est «mûre» en peu de jours, une semaine au maximum. Avec les bassins cela dure normalement 8 à 10 mois, et il faut compter avec la saison pluvieuse de trois mois et éventuellement avec des inondations qui peuvent durer plus longtemps encore. Ce qui veut dire qu'en fin de compte, une année ne suffit éventuellement pas, si les précipitations surviennent brièvement avant la fin du processus d'évaporation.

Mais ces cônes ne sont-ils pas relativement petits?
Les prototypes que nous avons développés étaient d'une hauteur maximale de trois mètres, construits avec des matières toutes banales qui sont disponibles partout dans la région, c'est-à-dire des bâtons métalliques, des bâches en plastique ou différents textiles. Il est concevable aussi de construire ces cônes directement en sel, en amassant des tas de sel que l'on couvre par une bâche. Ainsi, les coûts restent très bas. Mais il faut avouer qu'un tel petit cône, même s'il est rapide à réaliser, ne fournit pourtant pas de grandes quantités. Pour pouvoir produire le tout à un niveau industriel, il faut installer plusieurs centaines de ces cônes. Avec ces cônes, qui en sont toujours au stade expérimental, on peut en plus, en changeant leurs dimensions et leur diamètre, rendre optimal le processus qui consiste à employer de plus grandes quantités de solution salée.

A vous écouter on a l'impression que l'extraction des autres sels serait alors facile à faire?
Précisément. Avec les cônes, on la réussit de manière particulièrement élégante. En fait, sur la surface externe, les sels sortent dans l'ordre du moment où ils ne peuvent plus au niveau chimique se dissoudre à l'eau. Le premier à sortir du chlorure de sodium puisque on en trouve la plus grande quantité dans la solution. Si je connais le degré de concentration qui fait sortir le chlorure de sodium, je peux quasiment interrompre le processus en le retirant en grattant pour le vendre ensuite en tant que sel comestible. Si je laisse se continuer le processus entamé, j'assiste à l'extraction consécutive d'abord du chlorure de potassium et ensuite du sel de magnésium et d'autres sels. Ce qui a pour effet d'arriver à une séparation des sels à intervalles de temps successifs.

Bolivie: Exploitation du lithium dans le Salar d'Uyuni avec des cônes de l'UT de Freiberg. (photo rédaction Quetzal, Judith Heinrich)

Si les cônes entrent en concurrence avec les bassins d'évaporation du gouvernement bolivien, ne faudrait-il pas prévoir environ 4000 cônes, voilà le chiffre auquel nos propres comptes nous ont amenés, pour récupérer la quantité identique en carbonate de lithium? Ce qui correspondrait à une forêt de cônes …
Cela se peut, en effet.

Mais il faut avouer que le Salar est immense, environ quatre fois le territoire du Land de la Sarre ou la moitié de celui de la Saxe-Anhalt.
En effet, il s'agit de 10 000 kilomètres carrés. Il faut pourtant considérer que dans cette «forêt de cônes», ils s'influenceront entre eux, ce qui veut dire que, par exemple, l'humidité aérienne augmentera. Ce qui veut dire que l'efficacité de l'évaporation diminuera. Il faudra donc installer de plus petits groupes de cônes et les installer en respectant un certain écart d'un groupe à l'autre.

Cette technique-là conviendrait donc à une structure décentralisée dans laquelle la population locale, les «comunidades» indigènes, pourraient être intégrées.
En effet, oui. On peut installer les cônes partout de manière très mobile, et au moment où la saison pluvieuse commence on pourrait les démanteler ou simplement arrêter. Dès que la période sèche recommence, le processus pourrait être déclenché à nouveau. En procédant de la sorte, les pertes ne seraient que de brève durée, si la pluie arrive inattendue. Un autre avantage des cônes c'est qu'à la différence des grands bassins ils ne changent pas durablement le paysage.

Et combien un cône coûterait-il?
Notre objectif est de maintenir les coûts de production inférieurs à 200 $. Mais on peut aussi les réduire en utilisant du sel ou des matériaux et des bâches moins chers. Cinq cônes ont toujours besoin d'un panneau solaire pour l'approvisionnement en énergie électrique.

Vous avez fait des expériences dans la communauté de Tahua. Est-il réaliste que les comunidades ou des familles gèrent et exploitent ces cônes?
En théorie, ce serait possible. Il suffirait d'un peu de formation pour le faire. On n'a pas besoin de faire des études, on a simplement besoin de quelqu'un qui explique et instruit les gens de façon adéquate. Si les comunidades souhaitent vraiment le mettre à exécution, cela dépend de nombreuses conditions, et finalement du fait aussi que les gens acceptent une telle technologie nouvelle et l'adoptent pour eux-mêmes.

Avez-vous observé une certaine disposition à participer? Ou les gens, ont-ils tout de suite refusé?
Non, non! Les gens étaient euphoriques et voulaient absolument y participer. Plusieurs villages à la fois voulaient tout de suite avoir de ces cônes. Le problème était que les 20 villageois qui se sont penchés sur la procédure sont venus juste pour un jour et ont disparu le lendemain. Nous ne savons pas pourquoi. Nous aurions besoin d'indigènes qui pourraient expliquer le projet de manière convaincante. Et aussi d'ethnologues connaissant les structures et traditions séculaires de ces comunidades et qui examinent comment introduire quelque chose de nouveau. Là, nous, les scientifiques, sommes dépassés.

Suite page 6

«L'‹économie verte› est le nouveau colonialisme destiné à soumettre nos peuples»

Discours d'Evo Morales Ayma, Président de la Bolivie, lors de la séance plénière de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, Rio+20, Rio de Janeiro, le 21 juin 2012

Evo Morales (UN photo)

Parmi les peuples du Sud, nous célébrons aujourd'hui notre Nouvel An andin amazonien, nous célébrons le *Inti Raimy,* en quechua «fête du soleil», la *cuti Inca,* en ayara «le retour du soleil père», les horloges cosmiques qui nous enseignent et indiquent les âges de la terre mère. Aujourd'hui est un jour férié en Bolivie, nous fêtons le Nouvel An andin amazonien. Félicitations à tous les peuples du Sud, en particulier au mouvement indigène originel.

Il y a 20 ans, lors du Sommet de la Terre tenu ici, au Brésil, une profonde réflexion a eu lieu sur la vie et l'humanité, prenant en considération notre planète terre. Je me souviens du grand message d'un homme sage, *Fidel Castro,* président et commandant de la révolution cubaine: «Finissez-en avec la faim, pas avec l'homme. Payez la dette écologique, pas la dette externe». Maintenant nous nous rendons compte que cet homme avait tout à fait raison d'affirmer qu'il faut condamner la dette du système capitaliste, que nous, les pays que l'on nomme pauvres ou en développement, nous pensons que la dette des pays capitalistes est impayable.

Lors de cette conférence, il est important de procéder à des réflexions profondes en tenant compte des générations futures. Ce qu'on appelle l'économie verte est en discussion: en accord avec ce que pensent les mouvements sociaux dans le monde, en particulier le mouvement indigène, le souci de l'environnement de l'‹économie verte› est le nouveau colonialisme qui domine nos peuples et les gouvernements anticapitalistes.

Le souci de l'environnement de l'‹économie verte› est un nouveau colonialisme en deux sens: premièrement, c'est un colonialisme de la nature, les ressources naturelles de la vie deviennent des valeurs marchandes, deuxièmement c'est un colonialisme des pays du Sud qui portent sur leurs épaules la responsabilité de protéger l'environnement détruit par l'économie capitaliste industrielle du Nord. Ce qu'on appelle souci de l'environnement fait de la nature une valeur marchande, transformant chaque arbre, chaque plante, chaque goutte d'eau et chaque être vivant en une marchandise soumise à la dictature du marché qui privatise la richesse et répand la pauvreté.

L'économie verte usurpe la créativité de la nature, patrimoine commun de tous les êtres vivants, pour l'exproprier vers le bénéfice privé sous couvert de prendre soin de la nature. C'est une stratégie dominatrice qui quantifie nos ressources naturelles: chaque rivière, chaque lac, chaque plante et chaque produit naturel se traduit en argent pour le bénéfice de l'entreprise et son appropriation privée. Elle convertit la ressource de vie de toutes les générations en un bien privé pour le bénéfice de quelques personnes, donnant un rendement économique de la nature, et c'est pour cette raison qu'elle est seulement un mode de réalisation du capitalisme destructeur, graduel et progressif, de la destruction mercantile de la nature.

Mais par ailleurs, le souci de l'environnement du capitalisme, l'‹économie verte›, est aussi un colonialisme prédateur, parce qu'il permet que les obligations des pays développés pour préserver la nature pour les générations futures soient imposées aux pays appelés en voie de développement, pendant que les premiers s'emploient de manière implacable à détruire l'environnement de façon mercantile. Les pays du Nord s'enrichissent par une orgie prédatrice des ressources naturelles de vie et obligent les pays du Sud à jouer les gardes forestiers pauvres.

Ils prétendent supprimer notre souveraineté sur nos ressources naturelles, en limitant et contrôlant l'exploitation de nos ressources naturelles. Ils veulent créer des mécanismes d'intrusion pour adapter, diriger, évaluer et contrôler nos politiques nationales. Ils prétendent juger et punir l'utilisation de nos ressources naturelles avec des arguments environnementaux.

Ils veulent un Etat faible, avec des institutions faibles, soumises, sans règles pour que nous leur offrions nos ressources naturelles, comme ce fut toujours le cas dans l'histoire. C'est pour cela qu'il est si important de faire naître lors de cette conférence une profonde réflexion sur la façon dont l'économie verte promeut la privatisation et la commercialisation de la biodiversité et le commerce des ressources génétiques. Pour l'‹économie verte›, la biodiversité ce n'est pas la Vie, c'est un commerce, j'en viens donc à la conclusion suivante: la vie n'est pas un droit mais seulement un commerce pour le capitalisme et le colonialisme qui se sert de l'environnement lors de cette conférence.

Chers Présidents, il n'est pas possible qu'une soi-disant civilisation de 200 à 300 ans puisse détruire la vie harmonieuse dans laquelle ont vécu les peuples indigènes pendant plus de 5000 ans. C'est la différence profonde entre l'Occident et les pays du Sud, particulièrement les mouvements sociaux qui vivent en harmonie avec la mère Terre.

Une petite contribution de la Bolivie à cette lutte est l'approbation, il y a deux jours, de la Loi de la mère Terre et du développement intégral, dont l'objectif est de vivre bien le développement intégral par l'harmonie et l'équilibre de la mère Terre, pour construire une société juste, équitable et solidaire, sans pauvreté.

Pour réussir le développement total, nous avons besoin de tenir compte des droits suivants de manière complémentaire, compatible et interdépendante:

a. les droits de la mère Terre
b. les droits des peuples indigènes
c. le droit des pauvres de venir à bout de la pauvreté
d. le droit du peuple bolivien de vivre bien
e. le droit et l'obligation de l'Etat au développement durable.

Nous ne pouvons pas nous développer sans toucher à la nature, ni nous développer en détruisant la nature. Pour cette raison, notre loi propose la complémentarité de ces droits. En plus, notre loi crée aussi l'*Entité plurinationale de justice climatique,* pour gérer l'adaptation et l'évolution climatique et elle crée un *Fonds national de justice climatique.*

Une petite expérience, vécue en Bolivie jusqu'à présent à la recherche du bien-vivre de nos peuples, c'est la récupération de nos ressources naturelles. Ceci a nettement amélioré notre économie nationale, je peux vous en donner trois exemples. La plus grande entreprise de Bolivie, *Yacimientos Petrolíferos Fiscales Bolivianos,* rapportait en 2005 à peine 300 millions de dollars. Après la nationalisation, elle va rapporter cette année 3,5 milliards de dollars grâce à la lutte du peuple bolivien et au respect de sa demande de nationaliser nos ressources naturelles.

Nous savons que nous sommes un petit pays, qualifié de pays pauvre et en voie de développement. Nos réserves internationales étaient en 2005 de 1,7 milliard de dollars, cette année nous arrivons à 13 milliards de dollars de réserves internationales. En 2005, avant mon arrivée à la présidence, l'investissement public en Bolivie était de 0,6 milliard de dollars dont 70% de prêts ou de donations, cette année l'investissement est prévu pour plus de 5 milliards de dollars. Vous pouvez imaginer combien notre économie a changé après la récupération et la nationalisation des hydrocarbures, c'est un acquis très important de récupérer nos ressources naturelles, elles appartiennent aux peuples et doivent être de la compétence de l'Etat et ne peuvent pas servir au commerce des multinationales.

Par ailleurs, une autre expérience se rapporte aux services de base, qui ne pourront jamais faire l'objet de commerce privé. En Bolivie, on privatisait les services de télécommunications et l'eau. Après mon arrivée à la présidence, on a entamé leur récupération et de cette façon, on a réussi à récupérer les services de base comme une obligation de l'Etat et à dire non à la privatisation: aucune transaction des multinationales ne nous aide à résoudre les problèmes sociaux si importants en Bolivie.

Chers Compagnes et Compagnons présents, ici il sera important de penser vraiment aux générations futures, et nous ne pourrons y arriver qu'en rejetant les modèles de pillage qui s'approprient et épuisent nos ressources naturelles. Le capitalisme n'est pas une solution, je déplore beaucoup la chasse au terme ‹économie verte›, le nouveau colonialisme qui soumet les peuples et les gouvernements anti-impérialistes et anticapitalistes. C'est pour cela que je vous appelle à la réflexion pour le bien des générations futures, si nous désirons passer à la postérité et si nous voulons que cet événement soit inédit, nous n'avons pas d'autre alternative ici que d'approuver un document qui permet d'en finir avec les politiques économiques, écologiques et sociales qui mènent le monde à un suicide, pour nous lancer dans l'humanisme qui est si important pour les peuples du monde.

Présidents, merci beaucoup pour votre attention, il sera très important de continuer le travail, tous les peuples du monde unis. •

Source/Traduction: Pressenza IPA, *www.pressenza.com*

«Interview de Robert Sieland …»
suite de la page 5

Pour terminer, une autre question importante – les conséquences écologiques de la production de lithium, en particulier les besoins en eau. Que sait-on à ce sujet?

Comibol, la compagnie minière étatique de Bolivie, a fait – selon les données en provenance du Chili – une estimation selon laquelle la production industrielle de lithium exigera par jour environ 4000 mètres cubes d'eau douce et environ 5000 mètres cubes d'eau saumâtre légèrement salée. Pour gagner ces quantités par jour, l'eau de la rivière du Rio Grande – le principal affluent – ne suffit pas de loin. Cela veut dire que l'on devra beaucoup puiser dans les eaux souterraines. Et l'on a constaté par les études isotopiques que la nappe phréatique est très ancienne – entre 90 et plus de 1000 ans. Cela signifie que les eaux souterraines ne sont pas alimentées par la pluie d'aujourd'hui, mais sont alimentées par des centaines, voire des milliers d'années. C'est donc une ressource quasi non renouvelable. Donc, si l'on puise et consomme ces eaux, ce «réservoir» souterrain se videra lentement.

Autrement dit, la préoccupation des habitants autour du Salar quant à leurs cultures de légumes et de quinoa, et leur élevage de lamas, est certainement justifiée …

Je partage leur avis. Pomper de telles quantités d'eau souterraine abaisse la nappe phréatique. De ce fait, il peut arriver qu'à l'avenir la culture de quinoa par exemple ne soit plus possible parce que les sources tariraient et que les terrains humides s'assècheraient. La question est de savoir où l'on puise et quelle est la grandeur de la zone d'impact y relative. Mais aussi pour les cônes, la question se pose de savoir combien d'eau douce est nécessaire pour les nettoyer, etc. Il n'y a tout simplement pas encore de projet-pilote qui permettrait déjà une évaluation basée sur l'expérience. •

Source: *www.quetzal-leipzig.de*
(Traduction *Horizons et débats)*

Bolivie: Morales inaugure une installation d'extraction de lithium

par Benjamin Beutler

Le président bolivien *Evo Morales* a inauguré la première installation du pays pour l'exploitation des réserves de lithium qui sont les plus grandes du monde. «L'installation semi-industrialisée de «kalium chloratum» [chloride de potassium] est le début de l'industrialisation des matières premières d'évaporite en Bolivie», a déclaré Morales au bord du lac salant Salar d'Uyuni dans le département du haut plateau Oruro, environ 550 kilomètres au sud de La Paz. L'usine qui se trouve à une altitude de 3670 mètres et dans laquelle l'Etat bolivien a investi jusqu'à présent un capital propre de 18 millions de dollars, va «produire en octobre, ou en tout cas selon moi dès décembre, du carbonate de lithium», dit l'homme politique de gauche.

Ce deuxième pas dans le plan de l'exploitation des gisements de lithium sera financé par des crédits de la banque centrale s'élevant à 216 millions de dollars. «Les moyens de financement pour cela sont assurés», cite dans le quotidien d'Etat «Cambio» le chef du mouvement gouvernemental du socialisme (MAS). «Nous devons donner une valeur ajoutée à nos ressources naturelles», a dit Morales, expliquant sa politique économique. Dans un troisième pas, on réalisera la construction d'une installation-pilote pour la fabrication des cathodes de lithium, un composant des batteries d'accus. Pour ce faire, l'on a signé une joint-venture de 50/50 avec le *consortium KORES* coréen.

Morales a rappelé que les gisements d'évaporite se trouvaient auparavant dans la main des sociétés privées étrangères. Ainsi la «Quiborax» chilienne avait,F par sa filiale «Non Metalic» à Salar d'Uyuni, une licence d'extraction d'uléxite, un minerai rare pour l'exploitation du bore. Selon les informations de la société d'exploitation des mines d'Etat *Comibol,* l'installation inaugurée dans la province de Quijarro a une capacité d'exploitation mensuelle de 1000 tonnes de «kalium chloratum», élément chimique pour la production de batteries. Au commencement, on n'extraira que 200 tonnes par mois. La substance est aussi contenue dans les antidépresseurs médicaux et utilisée dans la production de céramique. •

Source: *http://amerika21.de/meldung/2012/08/54145/bolivien-lithium-salar du 11/8/12*
(Traduction *Horizons et débats)*

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs / 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

© 2012 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

La voie honnête serait plus «durable»

La consultation par le gouvernement d'Evo Morales – le cas de TIPNIS

*par Muruchi Poma**

Le gouvernement d'*Evo Morales* en Bolivie fait tout son possible pour atteindre les 69 communes du TIPNIS *(Territoire indigène et parc national Isiboro Sécure)* et les consulter sur leur consentement par rapport à la construction d'une autoroute qui traverserait ce parc national. Mais les habitants du parc s'opposent à cette consultation. Pour manifester leur résistance à la construction de la route, ils ont parcouru en moins d'un an deux fois 500 km à pied et maintenant ils cherchent des voies légales. Le gouvernement est pour le plébiscite et les habitants contre. Ça, c'est la première impression qui s'offre à nous. Mais c'est une fausse impression. Notre interprétation de la réalité montre le contraire. Regardons de plus près.

Les indigènes du TIPNIS ont déjà une fois fait cette marche, il y a 22 ans. Cette marche est devenue historique. En août 1990, ces habitants se sont servis de ce moyen et ont exigé «de la terre et de la dignité». Après une marche marquée par le dévouement, de Beni jusqu'à La Paz d'une durée d'un bon mois et sur une distance de 500 km, le gouvernement néolibéral de *Paz Zamora* s'est vu contraint de déclarer territoire indigène le parc national *Isiboro Sécure* (connu plus tard sous le nom de TIPNIS). C'est le territoire où vivent les marcheurs indigènes. Depuis ce temps, le parc national *Isiboro Sécure* fait partie de la catégorie des territoires indigènes.

En réalité, cette marche a été historique parce qu'elle a inversé, dans l'Est de la Bolivie, le processus de la ruée sur les territoires indigènes, leur appropriation et répartition. Le message était clair: D'un côté la reprise de leurs territoires et de l'autre côté la reconquête des droits politiques, économiques et culturels par les indigènes. Avec la marche de 1990, le processus du changement a commencé, il s'est consolidé en 2006 avec le gouvernement d'Evo Morales, mais plus tard il s'est arrêté.

A l'opposé de ce processus social, le caractère du parc du TIPNIS a d'autres racines, plutôt d'origine occidentale. On a plutôt pensé à la protection des arbres qu'à la protection des cycles de la vie, dont celui des êtres humains qui est le plus important. 25 ans plus tôt (en 1965), ce parc a été déclaré parc national et il fait partie des soixante territoires protégés qui couvrent 20% de la Bolivie et sont la patrie de 17 des 36 peuples indigènes.[1]

Le TIPNIS est situé au cœur de la Bolivie, dans le Sud il est limitrophe à la région de culture de coca de Chapare, et dans le Nord se trouve la région des entreprises du travail du bois autorisées. La Bolivie est un des pays avec la biodiversité la plus riche du monde et le TIPNIS, avec une surface de 14 fois la surface de Berlin, reflète cette diversité naturelle multiple avec 402 espèces enregistrés de la flore et 714 de la faune.

Il est connu que «le TIPNIS est le cœur de l'économie de l'eau de la Bolivie. Avec la superficie de ses réserves en eau douce, il occupe la 5e place mondiale».[2] Ce fait en souligne l'importance nationale et rend absurde tous les arguments prétendant que les Boliviens sont seulement les gardiens du peuplement forestier du monde. Si les Boliviens ne protègent pas leurs réserves de nappe phréatique, ils seront les premiers à souffrir des conséquences irréparables de la destruction de cette zone écologique de la production d'eau. La destruction définitive des arbres et de l'humidité de cette zone, par l'absence de nuages qui parcourent l'Altiplano et se déversent sous forme de pluie, peut avoir des conséquences catastrophiques, affirment les experts. Il semble que le gouvernement *Linera-Morales* n'ait pas la moindre intention de guérir ce «poumon» malade d'un «cancer» du TIPNIS, mais voudrait plutôt lui assener le coup de grâce. Les grands propriétaires terriens de Santa Cruz déboisent par année 250 000 ha de forêt. Linera minimise les conséquences en promettant que la construction de l'autoroute fera perdre «seulement» 200 ha de la forêt.

Les organisations indigènes du TIPNIS

Les habitants qui ont vécu depuis toujours sur le territoire du TIPNIS appartiennent aux peuples des *Mojenos, Chimanes, Yuquis, Yuracares* et *Trinitarios*. On estime qu'environ 15000 habitants y vivent dans 69 communes. Ils sont organisés dans des associations TIPNIS et *Sécure* et au Conseil des indigènes du Sud (CONISUR) et appartiennent tous à l'organisation de base de la *Confédération indigène de l'Est bolivien (CIDOB)*.

Les dirigeants et les membres de ces organisations ont investi beaucoup d'efforts pour recouvrer leurs droits. Un an après la marche historique, le parlement bolivien se voit contraint de signer le contrat 169 de *l'Organisation internationale du travail* (Loi n° 125 du 11 juillet 1991). Après 16 ans, bien qu'encore sous les conditions d'une forte présence au Parlement des grands propriétaires terriens de l'Est de la Bolivie, les parlementaires sont contraints d'accepter la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples indigènes (*Loi n° 3760 du 7 novembre 2007). Nous avons pu voir, transmis par hasard par la télévision bolivienne, comment le président de la *CIDOB, Adolfo Chávez,* a été brutalement roué de coups par les casseurs des grands propriétaires, et cela uniquement parce qu'il a défendu la nouvelle Constitution de la Bolivie, acceptée par un référendum du peuple bolivien en l'an 2008.

La consultation préalable

Mais quels sont les droits que les indigènes ont acquis, pas seulement dans l'Est, mais dans toute la Bolivie? La propriété en commun de leurs territoires ne doit pas seulement exister en théorie mais doit être mise en pratique. Un an après l'introduction de la nouvelle Constitution pour l'Etat pluriethnique de la Bolivie, le président Evo Morales a lui-même remis aux habitants du TIPNIS le titre de propriété.[3] Il n'y a aucun doute, toutes ces lois prévoient l'intervention de l'Etat dans n'importe quel projet. Les habitants ont «droit à une consultation préalable par l'Etat en toute bonne foi et d'un commun accord».[4] En lisant ces lois, on pourrait croire que les intérêts des indigènes sont protégés légalement. On doit dire cependant qu'ils l'étaient, car maintenant ils ne le sont plus. La loi reste figée dans son texte. C'est la politique qui, dans la pratique, la foule aux pieds.

Dans ce processus de changements, il s'est passé un fait qui est à l'origine de toutes ces complications. Le gouvernement de Morales et Linera a donné, en 2008, l'accord pour la construction d'une autoroute à une entreprise brésilienne *(OAS Ltda. Brasil)* d'un montant de 332 millions de dollars, et cela sans consulter au préalable les «propriétaires de la maison». Non seulement l'entreprise de construction, mais aussi l'investisseur viennent du Brésil. Bien que l'accord ait été annulé seulement le 9 avril 2012 par le gouvernement bolivien, il n'est pas exclu qu'après la consultation citée, on ne retourne pas aux mêmes sources financières. La vérité est que la route est d'une importance vitale pour l'industrie agricole et d'élevage du Brésil, surtout en Rondonia. Celle-ci s'intéresse au marché asiatique. Actuellement, pour y arriver, elle doit utiliser les ports de l'Atlantique et faire le tour du monde pour arriver par exemple en Chine. Avec la construction de la route à travers le TIPNIS, elle n'aurait que 1450 km jusqu'aux ports de l'océan Pacifique. C'est pourquoi le Brésil fait tout ce qu'il peut pour que cette route soit construite.

Peu importe, cette situation n'explique pas pourquoi le gouvernement bolivien a d'abord évité de consulter les habitants du TIPNIS. Il y a des raisons qui pourraient probablement expliquer cette négligence. Voyons: La route a été divisée en trois segments de construction. Une partie dans le Nord du TIPNIS (appartenant au département de Beni), une partie dans le centre, c'est la partie principale du TIPNIS, et une partie dans le Sud appartenant à Chapare dans le département Cochabamba, où Evo Morales a son plus fort soutien. Nous voyons plus clair dans cette affaire en prenant connaissance qu'aussi bien la construction de la partie nord que de la partie sud de la route a déjà commencé en 2011.

Evidemment les producteurs de coca de Chapare ont un intérêt spécial à avoir cette route pour mieux atteindre les régions inhabitées du TIPNIS. C'est un soupçon fondé. D'un côté, il existe une grande demande du côté des planteurs de coca pour avoir des terres. De l'autre côté, la nouvelle Constitution empêche (cf. art. 399) toute possibilité d'avoir accès aux territoires des grands propriétaires terriens pour les planteurs de coca. Il ne semble exister aucune alternative à celle d'accaparer les terres des communes indigènes. Ces débordements arbitraires augmenteront avec la construction de la route, malgré l'intention du gouvernement de les punir.

Mais revenons à nos considérations: pourquoi n'y a-t-il pas eu de plébiscite? Il est possible qu'Evo Morales et ses proches aient pensé qu'ils n'avaient pas besoin de l'accord des habitants du TIPNIS pour la construction de la route (2e partie de Villa Tunari jusqu'à San Ignasio de Moxos) comme ils n'en avaient pas eu besoin pour la première et la troisième partie, justement parce qu'ils ont la majorité absolue au Parlement et tiennent le pouvoir gouvernemental. Evo Morales, qui se considère comme président des indigènes, a certainement cru qu'ils le suivraient aveuglément. Mais nous devons aussi tenir compte du manque de lois pour effectuer une consultation. Il a fallu d'abord cette marche des indigènes pour contraindre le Parlement bolivien à voter de telles lois.

Alors que tout ce qui concerne la construction de la route semblait être sous toit, les habitants du TIPNIS ont appelé, ensemble avec le *Conseil national des Aylus et Markas de Qollasuyo (CONAMAQ)* qui représente les indigènes de l'Altiplano et des vallées, à la VIIIe marche. D'abord elle n'a été qu'à peine remarquée par le gouvernement, mais bientôt il a reconnu la popularité énorme qu'elle avait gagnée. Des forces policières ont brutalement arrêté les marcheurs près du village de Chaparina. Leur intervention a rendu la marche encore plus populaire. Le 24 octobre 2011, le gouvernement d'Evo Morales n'avait pas d'autre alternative que de voter la loi n° 180 qui interdit la construction de la route et qui rend le TIPNIS intouchable.

Il n'y aucun doute que Morales, Linera et ses compagnons faisaient mauvaise mine. Quelques jours plus tard, ils étaient blancs de colère. Comme le TIPNIS est dorénavant intouchable, ils se tournent contre les investisseurs étrangers de là-bas. Et même l'élevage de lézards par les indigènes du TIPNIS n'a pas été épargné. Le 11 novembre 2011, la licence écologique pour l'entreprise touristique *Untamed Angling SA* a été retirée. L'entreprise avait construit dans le TIPNIS des cabanes de vacances avec des matériaux indigènes. Les touristes venaient en hélicoptère depuis Santa Cruz. L'exclusivité de ce tourisme était connue. Sans doute, les indigènes en profitaient pour avoir du travail qui leur donnait un revenu. Les habitants ne dépendaient pas de l'aide de l'Etat. Mais au lieu de veiller à ce que les indigènes profitent encore plus de cette forme de tourisme, le gouvernement détruit toute forme de source de revenu les concernant. C'est vraiment une position quelque peu paranoïde d'appeler d'un côté des investisseurs étrangers, comme c'est le cas pour l'exploitation du lithium, mais d'interdire des investissements étrangers qui ne misent pas sur l'extraction.

La consultation manipulée

La loi qui interdit la construction de la route permet au gouvernement de gagner du temps. Morales semble maintenant être arraché à son rêve de pouvoir et comprend qu'une interrogation est nécessaire. Mais sa position n'est pas honnête: Il ne veut pas cette interrogation pour arriver à la décision de construire ou non la route, mais il cherche uniquement une justification à sa construction. Ils parlent bien d'une «consultation préalable», mais en réalité il s'agit d'une consultation postérieure. Cela est en contradiction avec la Constitution. Dans le fond, le gouvernement devrait s'engager à changer la Constitution. C'est ce qu'il ne fait pas, mais les partisans (CONISUR) commencent une marche de Chapare vers La Paz pour imposer une consultation. Ils demandent la construction d'une route et exigent d'être consultés. En février 2012, le Parlement a voté la loi n° 222 avec l'intention d'effectuer «la consultation préalable». Et maintenant le gouvernement et ses partisans se posent en défenseurs de la Constitution. Le show est parfait.

Contre cette manipulation, les habitants du TIPNIS organisent la IXe marche. Six jours avant leur arrivée à La Paz, la Cour constitutionnelle a déclaré, le 18 juin 2012, la «constitutionnalité conditionnelle» de la loi n° 222, et l'autre loi n° 180 comme non-conforme à la Constitution. La conformité conditionnelle se réfère à l'accord entre les adversaires. La cour, élue en 2011, a donc manqué la possibilité d'être un instrument indépendant de la défense de l'Etat de droit. Mais les indigènes de la IXe marche voient malgré tout dans la notion «d'accord» (concertatión en espagnol) la possibilité de pouvoir mener un dialogue avec le Parlement et l'exécutif.

Suite page 8

* *Muruchi Poma* est Bolivien d'origine indigène. Il est l'auteur du livre *Evo Morales. Die Biografie*. Editions Militzke, Leipzig, 2007

Réunion de travail

Extraction de lithium en Bolivie – Pillage ou exploitation équitable des ressources?

La conférence de travail aura lieu

Samedi, le 22 septembre 2012
de 9h00 à 17h40, en Allemagne,
Leipzig, Université de Leipzig,
Neues Seminargebäude
(salles: 401–403; entrée par la cour),
Universitätsstrasse 1, D-04109 Leipzig

Organisateur: Ayni e.V.

Contact: Dr. Muruchi Poma. Bernhard-Göring-Str. 148, D-04277 Leipzig.
Tel. 0049 341 302 93 97.
E-mail: *tanitani1@web.de*

Inscription

Si possible jusqu'au 22 août 2012;
E-mail: *tanitani1@web.de*
Frais d'inscription: 10 euros;
Réduction: 5 euros sur demande (par exemple pour étudiants), paiement au commencement de la conférence ou par virement.

Détenteur du compte: Ayni-Verein für Ressourcengerechtigkeit e.V. [Association Ayni pour une exploitation équitables des ressources]

Numéro de compte: 113 246 0 900
Code bancaire: 430 609 67 (GLS)

Motif du paiement: Conférence et nom du participant

But

Le développement des batteries rechargeables à base d'ion-lithium, leur utilisation globale dans de multiples applications de l'industrie électronique, et l'apparition d'automobiles électroniques et hybrides, ont mis au centre de l'intérêt industriel le lac salant Salar d'Uyuni et ses réserves de lithium (les plus grandes du monde).

Ce désert de sel est devenu un important lieu de pèlerinage pour des scientifiques, des dirigeants d'industrie et des touristes. Par contre, les habitants sont à la fois déroutés, curieux et décontenancés en observant ceux qui font des forages et construisent des cuves dans le lac salant. On leur dit qu'on y exploite du lithium, une chose qu'ils ne connaissent point.

Des scientifiques de réputation internationale sur le thème du lithium seront présents à la conférence. Des personnalités de la communauté bolivienne, des étudiants et un public intéressé auront la possibilité de discuter et de fournir des idées à cette occasion.

Lait de consommation blanc à partir de fourrage vert

La Suisse est un pays d'herbages

par Heini Hofmann

Presque plus imaginable: La Suisse était autrefois boisée jusqu'à la limite des arbres. Aujourd'hui, le pays d'herbages domine. Environ 80% de la surface utilisée pour l'agriculture de 1,5 millions hectares sont couverts par des prés et des pâturages. Cependant: Sans le travail des paysans, l'état originel serait de nouveau réalité dans peu de décennies!

Les conditions de l'environnement comme la constitution du sol et le climat favorisent la culture de fourrage dans notre pays, et elles sont pratiquement optimales pour la croissance de l'herbe. Tout cela à part le fait que c'est à peine s'il y a des alternatives à l'utilisation des terres pour la culture de fourrage (et forestière) dans le Jura, dans les Préalpes et dans les régions montagnardes elles-mêmes.

Pour cette raison, le lait blanc et la viande rouge sont produits ici à partir d'herbe verte. Et comme ce processus d'herbe et de foin se transformant en lait et en beurre se trouve dans la zone de tension entre l'économie et l'écologie, il affecte non seulement les producteurs, mais aussi les consommateurs.

(photo agroscope ART)

Lait suisse = Lait de fourrage

La surface helvétique entière se répartit en gros en trois morceaux de gâteau: 30% de surface improductive, 30% de forêt et de buissons ainsi que 40% de surface d'utilisation agricole. De cette dernière, environ les quatre cinquièmes sont de la végétation de pays d'herbages (des prairies artificielles et naturels ainsi que des prairies d'alpages), dont résultent 8 à 10 millions de tonnes de fourrage par an (calculé en quantité de foin).

Les herbivores, parmi les animaux de rente, ennoblissent les herbes des prairies, le trèfle et les herbes en les transformant en aliments de haute qualité comme de la viande et du lait. Dans toute la Suisse ce sont environ 1,6 millions de bovins (dont plus de 700 000 vaches laitières), 430 000 moutons, 66 000 chèvres et 51 000 chevaux. Si on leur donnait à manger du fourrage concentré (p.ex. des céréales, du soja), ils seraient des concurrents de nourriture de l'homme. En moyenne, nos vaches laitières se nourrissent à trois quarts de fourrage et seulement à un quart de fourrage concentré. Dans certains pays, le rapport est exactement l'inverse.

Pour cette raison, le lait suisse est considéré comme lait de fourrage. Pour couvrir les besoins de substances nutritives, une vache laitière a besoin d'environ 100 kg de fourrage vert ou d'environ 15 kg de foin par jour (et de 50 litres d'eau). Et comme ni les insecticides contre les plantes nuisibles, ni les fongicides contre les champignons ne peuvent être appliqués sur des prés suisses, le lait de nos vaches a aussi un avantage de qualité.

La vache laitière – miracle d'ennoblissement

Contrairement au boeuf, l'homme (mais aussi le cheval et le cochon) n'a qu'un estomac de glande. La vache, en revanche, dispose d'un estomac de ruminant à plusieurs poches, se composant de trois panses (la panse à 150 litres, le réseau à 8 litres et le feuillet à 11 litres) ainsi que d'un estomac de glande (caillette à 15 litres).

Pour cette raison, la vache laitière est un véritable phénomène d'ennoblissement, ce que nous démontrons à l'exemple du Plateau à exploitation intensive: Une vache moyenne mange le rendement de fourrage d'un demi hectare de pré par an et elle génère 5500 litres de lait avec cette quantité de nourriture – une performance presque sur-animale. Car un fromager peut par exemple en fabriquer 100 meules d'Appenzeller à 5 kg, 38 kg de beurre ou environ 30 000 yaourts.

Cette transformation merveilleuse d'herbe en lait se produit en plusieurs pas: L'herbe est ramollie et traité à l'aide de bactéries dans la panse. Le réseau renvoie la matière trop peu broyée vers la bouche pour la faire ruminer. Le feuillet retire ensuite de l'eau à la purée de nourriture pendant que la véritable digestion s'effectue dans la caillette. Finalement, dans l'intestin, des substances nutritives de la bouillie assimilée sont transférées dans le sang qui les transporte à la mamelle où le lait se forme à partir d'eau et d'éléments nutritifs.

Le cycle des substances nutritives

Le principe de donner et de prendre est aussi valable pour l'utilisation des ressources agricoles. Le but du paysan doit être pour cette raison: cycle fermé de substances nutritives et bilan de substances nutritives équilibré. Car des herbes de prés, du trèfle et des herbes retirent au sol des substances nutritives comme de l'azote, du phosphore ou du potassium. Les animaux de rente mangeant de l'herbe absorbent celles-ci, ils en éliminent cependant de nouveau la majeure partie dans les excréments et l'urine. Ce cycle se referme par la distribution d'engrais naturels sous forme de fumier et de lisier.

Toutefois, 10 à 20% de substances nutritives quittent ce cycle en tant que lait et viande. Elles sont remplacées par des quantités minimales de fourrage concentré et d'engrais du commerce. En outre, la capacité des sortes de trèfle de fixer à l'azote de l'air rend inutile une fertilisation d'azote intensive, comme elle est d'usage dans la production artificielle de fourrage à l'étranger (= des herbes pures semées).

Les vaches sont aussi des gourmets et elles préfèrent manger de jeunes plantes de pré juteuses avec un taux élevé en énergie, en protéine, en substances minérales, en oligoéléments et en vitamines. Et comme nos vaches laitières reçoivent peu de fourrage concentré, elles sont deux fois plus dépendantes de fourrages de haute qualité. Ceci mène automatiquement à un exercice sur la corde raide entre l'économie et l'écologie, entre l'intensification et l'extensification.

Des types de prés divers

Comme nos animaux de rente doivent fournir de la performance et qu'on veut employer du fourrage concentré avec modération, la part principale du fourrage provient de prés cultivés de façon moyenne et très intensive. Si ces dernières sont fauchées quatre à six fois ou si on y laisse pâturer les bêtes, les plantes résistantes à la coupe ou à la morsure fréquentes domineront bientôt, à savoir l'ivraie, le pâturin des prés (Poa pratensis), le vulpin, le trèfle blanc et le pissenlit des prés.

Dans des prés à exploitation moyenne intensive se trouvent le dactyle (Dactylis glomerata), des herbes à grande taille, comme le cerfeuil des prés et l'acanthe, ainsi que dans des prairies artificielles du trèfle rouge et de la luzerne. Dans le domaine de l'agriculture, la prairie artificielle semée forme le fondement de la nourriture des bovins et le pré forme en même temps un maillon important dans l'alternance des fruits en repoussant les mauvaises herbes et des maladies des plantes et en améliorant la structure du sol.

Ce qui plaît davantage au profane, ce sont des prés intensivement ou même extensivement exploités. La prairie maigre est typique des premiers, avec des fleurs sauvages et une première coupe tardive. Leur rendement est faible, mais l'utilité pour la biodiversité est grande. L'exemple le plus important d'une prairie maigre avec seulement une à deux coupes par an est la pelouse maigre de brome dressé (Bromus erectus, famille des graminées) sans fumure et aux pentes ensoleillées sèches. C'est là qu'on trouve la communauté de plantes la plus riche.

Où les fleurs sont-elles restées?

A la suite d'une exploitation intensive, les prés à foin riches et fleuris sont devenus particulièrement rares sur le Plateau. Mais ce serait justement ces prés-là qui offrent de l'espace vital aux plantes en danger et à beaucoup d'animaux sauvages (insectes, oiseaux etc.), et qui ornent en outre le paysage et offrent aux yeux des touristes un véritable pâturage.

Pour que les plantes de tels prés à fleurs puissent disperser leurs semences, ils doivent être fauchés très tard, ce qui signifie que le rendement de nourriture et la qualité sont bas. Et comme la société est divisée (produits bon marché versus conditions paradisiaques) et que la concurrence étrangère peut produire sur de grandes surfaces et de manière plus rationnelle, donc meilleur marché, le paysan est pris entre le marteau et l'enclume.

Pour concilier de nouveau l'économie et l'écologie, soit les pots de lait remplis et les bouquets de fleurs, quelque chose s'est passé dans l'agriculture ces dernières années. Cette quadrature du cercle s'appelle exploitation graduée des prés d'une entreprise, c'est-à-dire d'une exploitation intensive (fourrage pour les animaux de performance) à l'exploitation peu intensive (nourriture pour jeune bétail, vaches taries, moutons ou chevaux). Une telle création de nouveaux espaces vitaux proches de la nature fonctionne seulement grâce à des indemnisations et, à long terme, seulement si la pensée des consommateurs suit aussi.

Des prés en comparaison

L'exemple qui suit montre à quel point les rendements de différents types de prés sont différents au même emplacement:

Sur un hectare (10 000 m²) des terres d'herbages dans le domaine de la vallée, on peut produire sur un pré de trèfle blanc d'herbe intensif avec cinq coupes par an 12 400 litres de lait. Mais sur un pré de foin extensif et richement fleuri, avec seulement deux à trois coupes par an, on produit seulement 6600 litres. Cette différence est aussi valable pour les domaines de montagne, seulement là le rendement en nourriture et en lait est généralement plus bas. •

(Traduction *Horizons et débats*)

«La voie honnête serait plus ‹durable›»

suite de la page 7

Pendant ce temps, la IXe marche atteint le 24 juin la ville de La Paz. La réception grandiose d'octobre 2011 ne se répète pas. C'est un échec. Ils n'atteignent pas le but d'abolir la loi nº 222. Ils ne voient pas que la machinerie de l'Etat est en plein mouvement pour la consultation préalable. Pendant qu'ils marchaient, Evo Morales et ses adeptes de Chapare étaient tout le temps dans le TIPNIS et faisaient des cadeaux de Laptops, de portables et de moteurs de bateaux et autres, et avec cela ils ont corrompu les habitants restés chez eux. En plus, le gouvernement a accusé les dirigeants de la IXe marche d'être des larbins de l'impérialisme, parce qu'Adolfo Chávez de la CIDOB avait donné la main au gouverneur de Santa Cruz et autres représentants des grands propriétaires terriens. En plus on pouvait voir clairement que l'église catholique était derrière cette marche. Cela a retenu beaucoup de gens qui avaient soutenu la VIIIe marche. Tout porte à croire que même la révolte des policiers à la mi-juin a été dénigrée comme partie de la conspiration des marcheurs contre le gouvernement.

Lors de l'arrivée des marcheurs à La Paz, Evo Morales était, comme trop souvent, en voyage, mais même après son retour il n'était pas prêt à prendre contact avec les dirigeants de la IXe marche. Linera et ses ministres ont pris la même position. Et au lieu de prendre contact, le gouvernement a poursuivi la voie de la scission des indigènes. Ainsi, les indigènes de Chapare et du CONISUR (partisans d'Evo Morales) ont été transportés à La Paz et y ont mis en scène «un monologue». Ils sont d'accord avec la consultation et demandent la construction de la route. Par la suite, les participants de la IXe marche ont décidé de retourner dans leurs communes dans le TIPNIS pour s'opposer à la consultation. En même temps, ils ont déposé une demande de protection de la Constitution au Tribunal de Sucre, pour obtenir le respect des lois. Ils ont argumenté que le contenu du protocole de la consultation leur était totalement inconnu. La cour a refusé la demande. Les ministres du gouvernement ont déclaré qu'ils parleraient avec les communes du TIPNIS. Ils les interrogeront probablement aussi longtemps qu'il faut pour que les habitants rendent leurs armes et soient d'accord avec la construction. Il faut considérer que ceux qui font la consultation sont pour la construction de la route. Là il faut aussi savoir que les participants de la IXe marche sont pour la construction de la route, cependant pas par le milieu, mais au bord du parc. Le point culminant de l'impertinence du gouvernement a été atteint lorsque ce dernier a commencé à déposer une plainte contre les dirigeants de la IXe marche.[5]

Il est possible que le gouvernement de Morales puisse faire construire des routes partout dans le pays, mais il ne peut pas fouler la loi aux pieds. Le gouvernement a entamé le chemin du non-respect de la loi et de l'abus de pouvoir, et ce qui est pire, il sème la haine partout parmi les indigènes et fait ce que les colonialistes et les néocolonialistes ont essayé depuis toujours. Ce que le gouvernement veut combattre, devient son instrument. •

(Traduction *Horizons et débats*)

---

1 cf. Dittmann, Wencke. *Starke Gesellschaft – Schwacher Staat. Entwicklung der Bevölkerungspartizipationen am Schutzgebietsmanagement in Bolivien*. Diplomarbeit. Leipzig, septembre 2010, p. 33sq.

2 cf. Prada Alcoreza, Raul. En Torno al TIPNIS *http://www.amigo-latino.de/indigena/noticias/newsletter_07_11/461_09EntornoalTIPNIS_rp.html* (21/9/11)

3 cf. «Antrag zum Schutz der Verfassung» de Fernando Vargas Mosua, document daté du 27/7/12.

4 cf. la Constitution bolivienne, art. 30, nº 15.

5 cf. www.laprensa.com.bo/diario/actualidad/bolivia/20120809/el-gobierno-inicia-juicios-por-la-consulta_31265_49998.html (13/8/12)